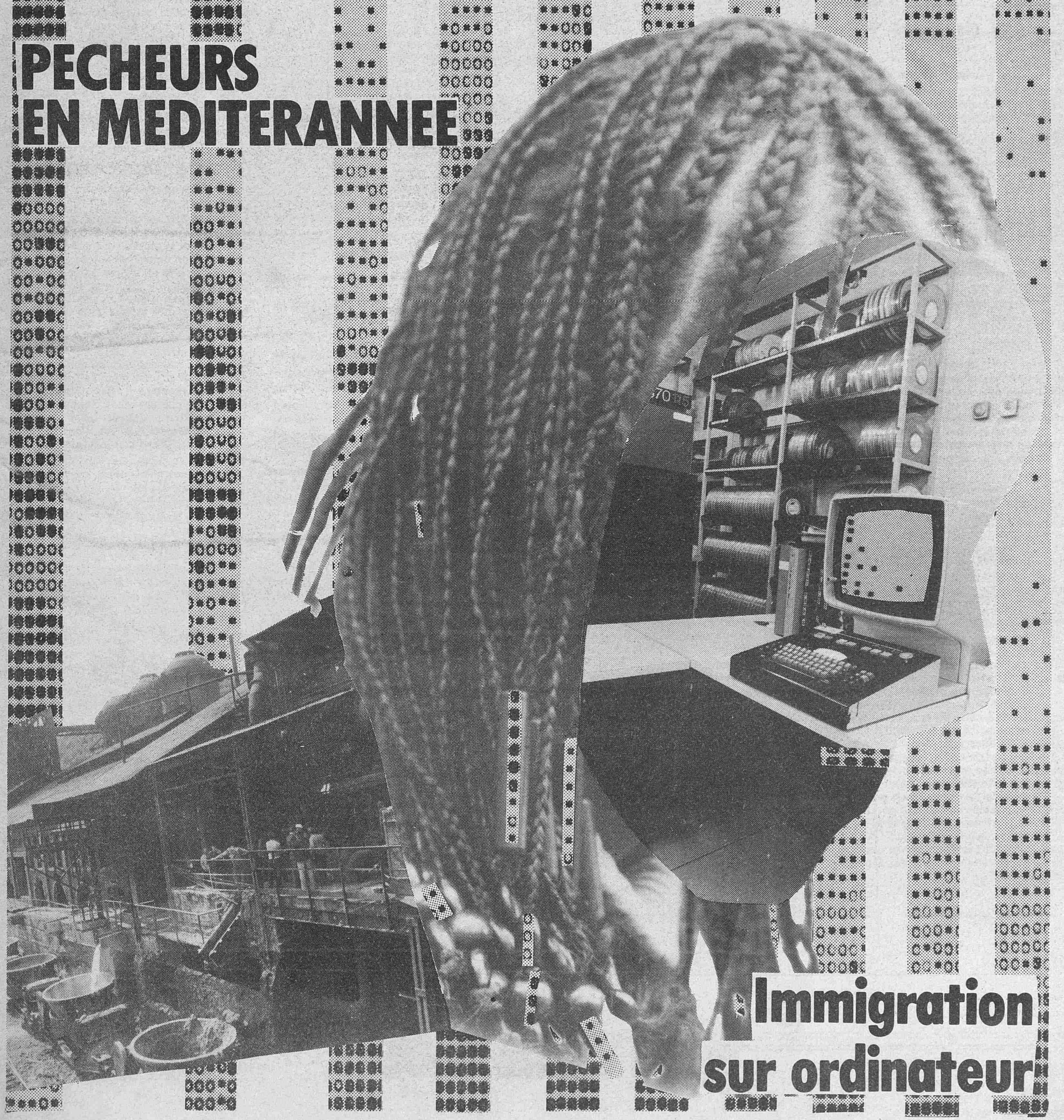
sans frontière

Pour un hebdo de l'immigration Mardi 4 Septembre 1979 N° 06 Prix: 4 francs

LONGWY: un été sans trève

PECHEURS EN MEDITERANNEE



Immigration sur ordinateur

Reçu de Londres

Harmondsworth : un exemple parmi une douzaine d'autres de ces centres de détention que compte l'Angleterre. L'an dernier, 5000 migrants, soit disant illégaux y furent emprisonnés. La plupart d'entre eux arrivaient d'Asie. Bientôt le centre sera agrandi, pour suivre le rythme des emprisonnés. S'appuyant sur les lois racistes, le gouvernement britannique compte les expulser. L'existence des contrôles sur l'immigration renforce la mentalité raciste et légitime les attaques contre les immigrés ; elle autorise les différentes autorités et la police à organiser des raids contre les travailleurs étrangers chez eux et sur leur lieu de travail, à les attaquer dans la rue. On a pu vérifier que la brutalité de la police contre le « black people » s'accentuait : récemment à Southall, 5000 gendarmes ont assiégé la ville et procédé à des arrestations massives. La loi « Sus » (1824-Vagrancy Act), toujours en vigueur, permet d'emprisonner la jeunesse noire, de lui infliger des amendes. Ce ne sont là que deux exemples du racisme de l'Etat britannique.

Le mouvement ouvrier anglais et les groupes de gauche se sont pourtant mobilisés, mais jusqu'à présent sans beaucoup de résultats, contre le « National Front » et ont organisé une contre-propagande. « Smash all immigration controls » : écrasons tous contrôles sur l'immigration : tel était le mot d'ordre unitaire de cette manifestation organisée par le Révolutionnary Communist Tendency, un groupe anglais qui a mené une campagne sans équivoque contre le racisme et contre la guerre d'oppression de l'impérialisme britannique en Irlande, et soutenue par plusieurs sections syndicales : l'Amalgamation of Engineenering Workers, la Civil and Public Services Association, la Confederation of Health Service Employees et le National Union of Journalists. De même étaient présents différents groupes anti-racistes et ethniques : le Bengali Youth Front, la Newhan Defense Committee, l'Indien Workers Progressive Forum, des succursales de l'Indian Workers Association et les Black Against State Harrassment. Enfin, on comptait des délégations de l'United Troops Out Movement, de l'Irish Republican Socialist Party plus quelques autres organisations politiques et étudiantes.

Ouverte par des discours qui insistaient sur le besoin de combattre contre les contrôles d'immigrants, combat présenté comme la condition nécessaire à l'unité ouvrière contre les attaques de la bourgeoisie, la manifestation fut militante et vivante.

« Smash the Camps », « Immigration Controls Out » dominaient les slogans, le long d'une marche de cinq kilomètres qui s'achevait par une veillée à la porte de la prison.

Dans le cadre de la crise du capitalisme, la lutte anti-raciste est une question politique centrale pour les révolutionnaires. La bourgeoisie internationale fait un effort concerté pour transformer les immigrés en bouc émissaire du chômage. Plutôt que de faire appel à l'Etat pour voter des lois justes et de disperser ses forces contre le racisme ouvert du « national Front » le Revolutionnary Communist Tendency préfère mener campagne au sein du mouvement ouvrier afin de gagner les militants syndicaux à la cause anti-raciste. La gauche internationale doit elle aussi unifier ses efforts pour construire la solidarité avec les luttes des travailleurs immigrés. Nous encourageons les camarades des autres organisations à nous contacter à l'adresse ci-dessous. Nous pourrons leur fournir des renseignements sur notre travail en Angleterre et sommes prêts à discuter des moyens de travailler ensemble contre le racisme.

Judith HARRISSON

Ton nom est déjà un voyage

J'ai plusieurs trucs à dire :

1) Voici un poème, si vous en voulez d'autres, écrivez-moi ou téléphonez-moi. Vous pouvez publier celui-ci.

2) Une chose très importante est de lutter contre la perte de la langue et de la culture propre à chacun. Donc je propose un appel pour la publication de contes et d'histoires vécues du pays.

3) La plus grande victime de l'immigration c'est la femme, je propose de l'atteindre par l'intermédiaire des immigrées nées en France en reparlant pour comparer la famille telle qu'elle était au pays et telle qu'elle est maintenant.

5) Il y a déjà médecins Sans Frontière, Jeunes Sans Frontière. Je vous propose de changer ou de mettre en sous-titre cette phrase magnifique de F. Béranger (chanteur) :

Ton nom est déjà un voyage.

Puisqu'il ne faut pas perdre son nom, le nom de sa carte d'identité bien sûr, mais son nom : *« Je suis arabe, je suis portugais... »*. C'est mieux que dire je suis immigré. Non ? Cela fait appel au voyage, au rêve. Partir... le retour au pays. Et que ceux qui ne partent pas puissent aussi rêver, OK ?

Dites-moi si je peux faire quelque chose pour vous, des articles par kg. Salut. Emmanuel.

Cher frère

Voici un poème écrit à l'intention de *Sans Frontière*, quoiqu'il ne présente pas d'intérêt particulier, j'aimerai que vous l'insériez dans la rubrique culturelle. Il va de soi que si une majorité de frères et sœurs estime qu'il est inutile de passer un tel poème au journal, je n'aurai aucun reproche à leur en faire.

La révolte dévoratrice intériorisée.
Immigré déchiré.
Je suis devenu l'ombre errante
Dans une ville sans habitants
Vivant en cité sans porte sans mur ni fenêtre
L'espace environnant jamais intériosié
La mémoire saigne, n'aura de repos
Que dans le rêve ou le sommeil dernier
Notre rencontre, frère sœur de misère
N'est possible qué si permise est, l'extériorisation
De ma révolte.
Tu penses me conaître oh esclave.
Ma carapace est si épaisse
Tu n'aperçois que la peau de mouton
Offerte par le colon et l'orientaliste intéressé.

H. Mimoun
Marseille Le 1er mars 1979

sansfrontière
Administration Rédaction
35, rue Stephenson 75018 Paris Tél 606 15 68
Rédaction régionale Midi
28, rue Pavillon 13 100 Aix-en-Provence
Direction de la publication Khali Hamoud
Numéro de la commission paritaire 61 715
Imprimerie Rotographie 93. Montreuil

Petite chronique du quotidien

Jeudi 26 juillet, m'en allant musarder, je vis, à l'angle de la rue du Buisson St Louis, et du boulevard de la Villette, non loin du métro Belleville, un attroupement.

Il est 17 heures et le soleil brille. Un homme est assis sur le trottoir. Je m'approche. L'homme à terre a ses jambes passées autour du poteau « du feu rouge », les deux pieds savamment ligotés, à ses poignets deux bouts de ficelle pendent. Autour de lui, la foule passive, ou les passants qui après un coup d'œil parfois surpris ou couroucé ou bien seulement indifférent, passaient leur chemin...

Un autre homme arrive, regarde, s'agenouille et à l'aide de sa cigarette, brûle les liens de l'homme. Sur ce, survient le charcutier-traiteur, auteur du chef-d'œuvre. Grand, bien en chair, haut en couleur, avec, pour parfaire la scène, un superbe couteau de boucherie à la main, il appela son commis à la rescousse. Ils intimèrent énergiquement à l'autre homme l'ordre d'arrêter. Pas obéissant du tout, même pas impressionnable, l'autre homme leur tint à peu près ce langage *« je ne peux pas voir une scène pareille et rester indifférent, en 1979, ça fait vraiment mal au cœur »*.

Les gardiens de la paix arrivèrent-embarquèrent l'homme en le tirant par le bout de la ficelle pendant à son poignet, normal ! Vu qu'il en tenait une bonne (de cuite).

L'autre homme s'indigna et prit les gardiens de la paix, l'un d'eux l'invita à monter dans le panier, tirant de la poche arrière de son habit un bout de papier, un tantinet froissé qu'il lissa soigneusement sur son genou, il consigna les dires de l'autre homme, n'hésitant pas scrupuleusement d'insister *« vous dites avoir bien vu ce monsieur attaché, c'est bien ça »* etc... Il se tourna vers l'homme *« vos papiers »*... Un p'tit coup sur la poche droite, un autre sur celle de gauche... *« ji pas d'papi »* et puis pour l'autre homme *« saha ya khouya »*. Les gardiens de la paix s'en allèrent en sa compagnie, sur le trottoir, une petite fille dit à un petit garçon *« c'est pas juste, ils n'ont pas pris le boucher »*... Sans commentaire.

Aïcha

«Un petit saut Mohamed...»

Toi Méditerranée, celle qui est toujours bleu
sauf quand des oueds à sec parfois pleurent du sang
pour oublier plus vite on t'a grandi un peu
les continents s'enfuient pour faire un océan
et ceux qui étudient dans le ministère
les cartes de résidence disent « partez foutez-moi l'camp »
mais le véritable océan c'est le désert
la Méditerranée au fond n'est qu'une rivière
d'un côté comme de l'autre on est du même côté
la vraie carte de résidence citoyens de la Terre
on nous l'a pas donnée qui va nous la reprendre
la Méditerranée devrait fermer sa gueule
et pour qu'on la croit grande Nettoyer son pétrole
Non mais regardez moi ça rien que pour traverser
la petite elle demande au moins 50 papiers
mais tu sais le bateau c'est pour lui faire plaisir
en prenant son élan je pourrais la franchir
et hop fais un petit saut Mohamed
et hop fais un petit saut Lionel (1)
et plouf ! il ne va pas se noyer dans son verre à dent
et hop fais un petit saut Mohamed
et hop...

(1) Stoléru

EMMANUEL

Photo P. Frilet

CLIMAT :

Ceux de l'Oued Seine me l'ont dit

Photo SEDES

Tandis que la fièvre estivale bat son plein, que les huiles bazannantes ruissellent dans la jungle cacophonique des transistors que les périphéries européennes déterrent la hache de guerre, un peuple de fantômes s'éveille dans un Paris vidé tel un furoncle de la purulence aliénatrice du salariat.

La métropole, barge vermoulue au radoub, amarrée lâchement aux banlieues sahariennes désaffectées, léchées sporadiquement par les vagues touristiques d'Outre-Rhin, ouvre grand ses tiroirs-caisses aux devises fortes.

Teutons et Bataves déferlent imperturbablement sur fond bleu d'uniformes de la Préfecture de Police.

Je rencontrai le premier transfuge de la secte dite des estivants sur le parvis du mausolée pompidolien de la culture (Beaubourg). Moustapha est marocain, le pays chleuh, il ne l'a pas revu depuis sept ans maintenant. Plongeur dans un restaurant, il vient ici, me dit-il *« parce que la musique du pays, ça me fait tout drôle dans la tête, c'est comme le reste d'un rêve que tu essaies de retenir au réveil, et puis, pas moyen, déjà j'ai les mains plongées dans l'eau chaude de la vaisselle... »*

— Pourquoi tu ne pars pas ?

Moustapha me montre une carte de séjour épaisse comme un livre, avec un nombre impressionnant de récépissés provisoires.

« Tu vois, depuis deux ans, je circule avec ça. Alors, déjà que dans le métro, ça me fait une demi-heure de contrôle à chaque fois, tu peux imagnier ce que ça donne à la douane. Mon cousin, il a été refoulé l'année dernière à son retour » .

Notre conversation est interrompue par l'intervention de la police ; il est vrai qu'un panneau intime l'ordre aux percussionnistes d'aller chômer ailleurs. Chaque pâté de maison parisien recèle-t-il toujours une nostalgie des colonies pour n'apprécier le tam-tam que comme agrément exotique au ginfizz des piscines de Djerba.

Notre-Dame, c'est le carrefour des routards. Ici, un groupe d'étudiants égyptiens en djellabas, là-bas, un rythme gnaoui, un chanteur kabyle.

Puis, c'est déjà le soir sur le boulevard de Belleville, dans les cafés de Ménilmontant, le double six que l'on pousse à grand renfort de rires sur la plaque des dominos, et, en toile de fond, des propos éclatés, le pays, l'exil, le Ramadhan...

Un groupe de jeunes Algériens savoure ostensiblement des beignets chauds avant que l'Iftar ait été annoncée par le muezzin de la mosquée d'en face, là-bas ou dans l'embrasure des fenêtres, se prosternent des silhouettes vêtues et coiffées de blanc. Quelques propos acerbes à l'égard des frères musulmans et des religions d'état fusent. Mohand, le patron, tance sans détours le provocateur : *« Koul, ou drob el nah »*

Puis, les langues se délient, Mohamed, maçon, la cinquantaine, est au chômage. Le pays ? Il y a fait un bref aller et retour — embrasser les enfants (ils sont sept), et puis, essayer de trouver quelques sacs de ciment pour avancer la construction de la maison familiale. *« La France, c'est fini, je crois, ils m'ont donné un an de sursis. Mais d'un autre côté, ils font tout pour nous dégoûter. C'est pas la peine qu'ils nous emmènent de force au bateau— reste six mois au chômage, prend le métro une fois par jour, ça suffit... »*

—Et les vacances ?

— Quelles vacances ? Ça fait six mois que je suis en vacances forcées, alors, dans ces conditions, qu'est-ce que je vais faire au pays ? D'habitude, je passais un mois avec la famille, j'emmenais avec moi des vêtements, des choses pour la maison, maintenant, c'est comme si j'avais les bras coupés.

Une semaine au bled, c'est une semaine d'emmerdement, pour le ciment, il faut courir partout, donner la pièce à tout le monde — pas des dinars, non, des devises — l'eau, ça fait deux ans que j'ai demandé le branchement ».

Son attention se détourne un moment sur le juke-box une chanson chaabi.

Mohamed reprend en cœur le leitmotiv de Guerrouabi... *L'Balah kont fi ramri Rachlin... »*
Puis, dodelinant de la tête, l'ivresse aidant, il soupire : *« Hier, j'avais vingt ans, oui, il ils me les ont volé et maintenant, ils veulent me rembourser un million... Yamhaïneck ».*

Les trois mangeurs de beignets entament bruyamment une partie de loto. Ali, le plus jeune, visiblement satisfait de terminer le premier son carton, me glisse :

« Qu'est-ce que je vais foutre ahram babek au bled en ce mois de Ramadhan ? Pendant onze mois, je m'use à Billancourt et je vais continuer un mois supplémentaire au village à traîner la savate en attendant que les heures passent et que la nuit vienne, en me cachant pour manger une figue ?

Au moins, ici, personne vient me demander des comptes, je mange, je mange pas, c'est mon affaire... »

Puis, c'est de nouveau le boulevard, « Cinq doigts d'acier » à l'affiche d'un cinéma, des bonnets blancs qui s'affairent autour d'un étalage rutilant : des éditions enluminées du Coran, de l'eau de rose, du kohl. La boucherie religieuse grouille de monde.

Khomeini et le réveil islamique en Orient semblent avoir donné une ferveur nouvelle aux frères musulmans. Les prosélytes opiniâtres s'égrènent sur les trottoirs, les passants nombreux en ce vendredi, jour de grande prière, sont interpellés ; les discussions prennent parfois un tour assez vif.

« C'est avec l'argent de la CIA et des monarchies esclavagistes que vous travaillez. L'histoire n'a qu'un sens, en Afghanistan, au Yémen, comme partout, tôt ou tard, on vous écrasera ». Le jeune étudiant tunisien qui ose cette diatribe semble bien isolé.

Plus loin, square Couronne, des « cousins » enlacés sur un banc goûtent le premier moment de fraîcheur.

Quelques ombres furtives se pressent dans les rues adjacentes. Une radio qui grésille, la voix lointaine d'un speaker arabe. Ce n'est certes pas la première radio libre immigrée... simplement Radio Tanger captés sur le vieux poste à galène d'un café miteux. Mourad au bar et quelques autres, l'oreille collée au haut-parleur, écoutent les commentaires sur la dernière conférence de presse de Hassan II.

Guerre ? Pas guerre ?

Mourad, torse patriotique bombé :

« Qu'il lui passe une tannée à ce roi, grande gueule. Quand il était espagnol, le Sahara, il a pas même levé le petit doigt pour le récupérer ; maintenant, il joue les fiers à bras avec les Saharouis ; qu'il s'occupe de récupérer Ceuta et Melilla... »

Un autre tempère quelque peu ses propos :

« ... Tu sais bien que c'est pas lui le perdant en définitive, ça sera le peuple. Lui, dans le pire des cas, il fera comme le Chah, la valise bouclée, il ira se dorer la pillule en Suisse ou ailleurs. J'ai pas envie d'aller me battre avec les cousins du Rif ou d'ailleurs. S'ils sont pas capables de faire un maghreb autre que celui des champs de bataille, laisse le temps faire, leur heure viendra... » Très vite, le café prend l'aspect d'un mess de quartier général. Mig 25, Fantômes, 5000 chars, fusils à tirer par dessus les dunes, gilets pare-balles pour chameaux... »

Suite page 4.

Climat

Suite de la page 3

Nanterre. Un nuage de poussière enrobe la cité d'urgence qui a remplacé un des plus grands bidonvilles des années cinquante. Au Celtic, la bande de loulous du coin discute avec acharnement des endroits de bringue et éventuellement de baston possible en ce samedi.

Les vacances ? Quelles vacances ?

« On n'a pas un raid, et, à part aller charger les camions aux Halles, du boulot, avec nos gueules d'Arabes, on va pas être ministre ».

momo évoque le souvenir d'Aresky, son pote.

« ... Il s'est planté avec une moto volée, près de Royan, y'a quinze jours. C'est marrant comme les choses arrivent, depuis plusieurs mois, il ne parlait que de se flinguer... »

Naïma se déhanche sur un flipper où clignote, dérisoire, le mot « freedom ».

« On voulait m'expédier dans la famille au bled, comme tous les ans, j'ai dit non. Je préfère cent fois m'emmerder à Nanterre plutôt que de rester cloîtrée dans la famille, m'enfermer dans les WC pour fumer une cigarette et traîner de mariage en circoncision dans le coin réservé aux femmes, avec les tantes qui n'arrêtent pas de te conter les bienfaits du mariage forcé, les mômes, la soumission, le bonheur en cage quoi. Tu sais qu'on m'a fait porter le voile une fois ! »

Farid et Rachid ont de bonnes raisons de n'être pas allés en Algérie cette année. La caserne les attend.

« On parle même pas l'arabe, demande à Belka, il revient du service, ils lui disaient demi-tour ! Ils se mettaient au garde à vous ; ils lui disaient garde à vous ! Il présentait les armes ; la crise, j'te jure...

Regarde la gueule qu'il tire maintenant que c'est un homme... »

Rires...

Slimane, c'est l'intello. Il ne parle que de Baader, de Curcio et de... Ben M'Hidi.

— Viens, je vais te montrer la mer de la zone.

Des enfants se baignent dans la Seine, près d'une décharge. L'un d'eux s'est ouvert le pied sur un tesson de bouteille.

« C'est mieux qu'au Texas ici, le mazout est de meilleure qualité.

Nanterre, c'est aussi un dernier bras d'honneur unanime de la bande à ce car de police secours qui, toutes sirènes hurlantes, s'en va garder la paix frileuse des citadins.

AMAR II

DOMICILE: PROFESSION: NATIONALITE:

Sonacotra Intérimaire Immigré

Après les semailles judiciaires du printemps, la Sonacotra est passée cet été au temps des moissons. Méticuleusement, gerbe par gerbe, ce sont quelques dizaines de résidents, quelques dizaines d'autres, là, qui sont fauchés par l'arbitraire administratif dans l'est et la région parisienne et cela dans le silence quasi unanime (complice ?) des médias. Mille six cents expulsions à ce jour. De toute évidence, les sociétés gestionnaires ne peuvent se payer le luxe d'un second Garges les Gonesses (240 expulsions et fermeture totale d'un foyer). Si la solidarité des autorités locales s'est parfois manifestée, force est de constater qu'elle n'est jamais allée plus loin que l'assistance provisoire aux expulsés. Exception faite peut-être de Bondy où le député maire de Noisy-le-Sec, à la tête d'une délégation, tenta d'obtenir la réintégration des expulsés ; tentative qui fit long feu après une seconde intervention de la police et de pseudos négociations, qui prirent très vite l'aspect d'un DIKTAT. Face à cette situation où le fait accompli remplace toute tentative d'approche constructive et globale des problèmes des résidents, l'alternative ne réside-t-elle pas dans la mobilisation de la rentrée activement préparée par le comité de coordination et de nombreuses autres organisations (CGT, CFDT locales...). Cette mobilisation doublée de la reconnaissance par les forces politiques officielles de la représentativité du comité de coordination (l'invitation lancée par le PS au comité de coordination est un pas franchi en ce sens) suffira-t-elle pour gripper l'engrenage inexorable de la répression ?

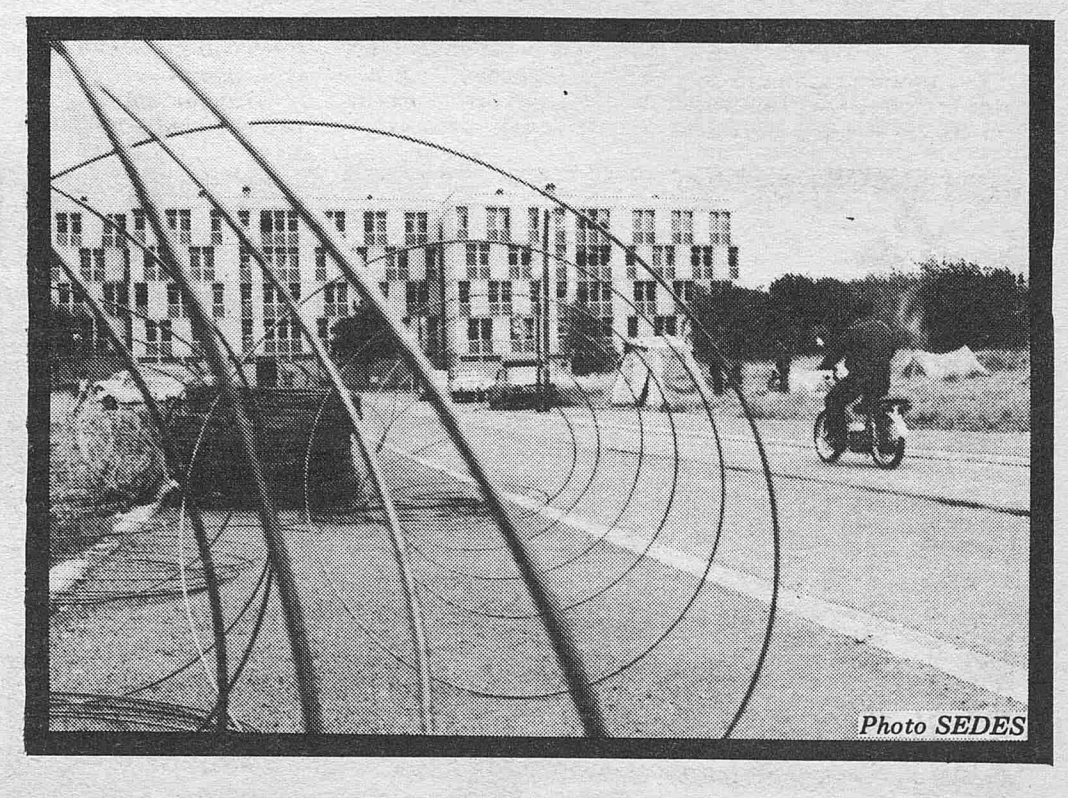


Photo SEDES

Lors de nos visites aux foyers Sonacotra de l'est, il nous a souvent été impossible de dénicher le délégué des résidents, soit parce qu'il travaille, soit qu'il est parti en vadrouille à Garges ou dans un des multiples foyers en situation délicate. Et lorsque nous réussissons à mettre la main sur un d'entre eux, il se contente généralement de nous paraphaser la plate-forme revendicative du Comité de Coordination que plusieurs d'entre ont popularisé de manière militante depuis quatre ans, notamment par des distributions de tracts du CC lui-même. Par méfiance, sans doute, mais c'est dérisoire, quand on connaît l'importance de l'information sur la lutte et l'urgence du soutien populaire. Or nous avons été surpris de la disponibilité des résidents qui flânent en semaine aux alentours immédiats des foyers en Alsace et en Lorraine.

Chômeurs, intérimaires, ils nous offrent le café et avec enthousiasme, ou en tout cas avec l'envie de convaincre, ils nous expliquent le sens de leur lutte, mais ils parlent aussi d'autre chose, de leur situation sociale, de leurs envies, dont celle d'habiter ailleurs, soit au pays soit en HLM. Ils ont avant tout une envie immédiate, celle de briser le ghetto dans lequel ils vivent, en communiquant avec l'extérieur, en rencontrant des gens qui s'intéressent à leurs problèmes tels qu'ils les expriment.

A Longwy, le foyer Sonacotra en grève se trouve sur le Mont St Martin que les jeunes militants CFDT transforment progressivement en camp retranché. Il y a eu convergence entre les porte-parole de la révolte ouvrière contre la restructuration, le comité de résidents et les résidents eux-mêmes : *« Au départ,* nous raconte un résident rencontré au hasard, *il y en avait qui étaient contre. Les Français n'ont qu'à s'occuper de leurs affaires, ils ont jamais voulu nous aider, pourquoi le feraient-ils aujourd'hui ? Puis, après coup on a tous été d'accord, surtout depuis le méchoui où on a vu des gens qui ne sont jamais venus avant. Mais tu sais, moi j'ai été à l'armée, c'est du cinéma cette histoire de barbelés. Par contre, ça attire les gens et on discute. Malgré la pluie, on se retrouve sous la tente. Ici, il n'y a que trois tentes, il doit y en avoir beaucoup plus à Garges, non ? »* La discussion tourne rapidement autour de la grève : *« Moi, de toute façon, quand ça a commencé, je ne payais déjà plus mon loyer depuis trois mois. Faut pas rigoler, non ! Moi je bosse en Belgique ou au Luxembourg et je devrais payer plus cher que ceux des HLM en plus des transports. C'est mieux là-bas qu'ici d'ailleurs, je vais essayer d'y habiter. Je ne paierai jamais pour ce trou ici ».*

Il est intérimaire chez Cremona depuis huit ans et n'a jamais été au chômage. Il trimbale sa bosse dans les entreprises sous-traitantes pour Usinor au pays des trois frontières, affirmant une grande liberté de mouvement pour pouvoir se casser dès que le patron le fait chier. *« Aujourd'hui, j'ai pas envie qu'on me mette dans ma valise et qu'on m'expédie au pays. Je résisterai »,* conclut-il.

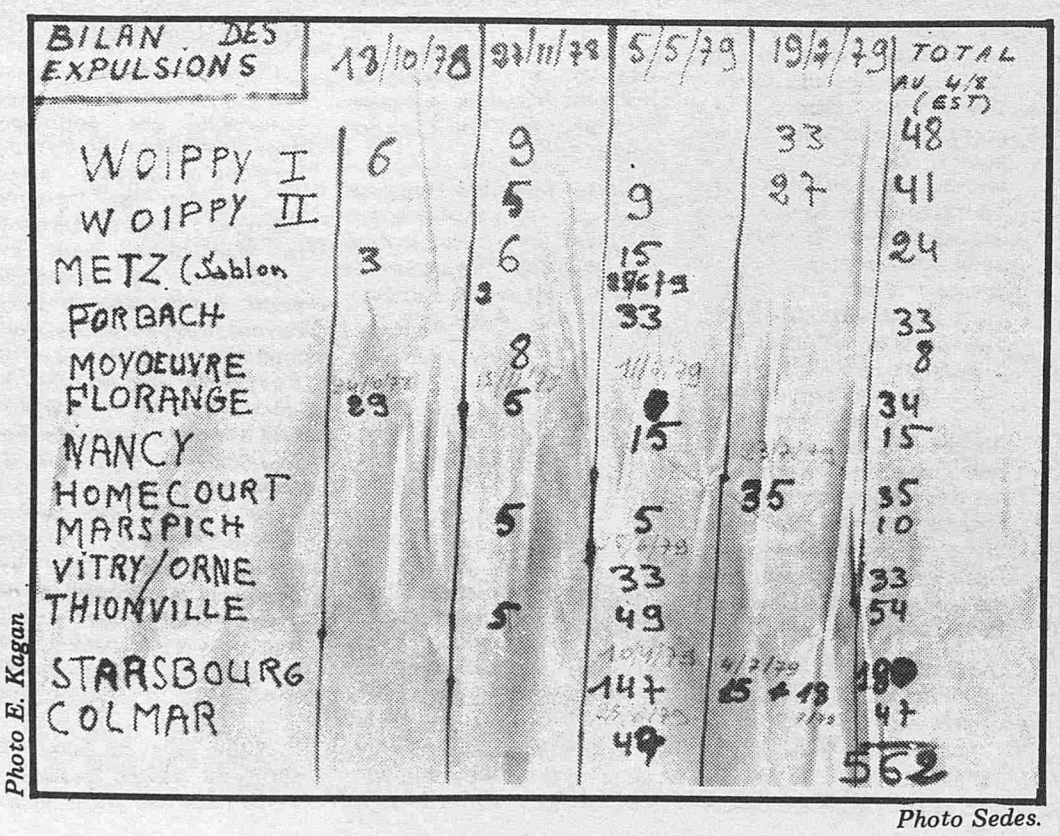


Photo E. Kagan

Photo Sedes.

DEMERDE-TOI

A Thionville, même son de cloche de la part d'un intérimaire algérien chez Smatt, travaillant pour Sacilor. Mis au chômage depuis la fermeture de l'usine fin 77, après dix ans d'ancienneté, il n'a touché comme allocation chômage que la modique somme de 560 F par mois, dont 270 devaient partir pour la chambre du foyer. Alors, il a décidé de ne plus payer et il se trouve aujourd'hui expulsé alors qu'il vient de réintégrer un poste au laminoir d'Hagondance. Pour combien de temps, il ne sait pas, mais il gueule contre ses employeurs qui le paient 2300 F pour un boulot identique à celui qu'il faisait avant d'être licencié, mais sans les garanties sociales : le salaire était à 3700 F et il y avait un minimum de sécurité (lunettes, masques et sabots) qui n'existe plus. *« Démerde-toi,* dit le patron. *Moi, j'en ai ras-le-bol, si on veut me virer hors de France, ça ne me fait pas peur. Je reviens au foyer pour y rencontrer les copains. Ça emmerde le gérant... »* Ceci dit, il se retrouve à la rue, provisoirement logé en ville et sa seule chance légale, c'est de normaliser sa situation au travail. Or l'intérim n'est que trop précaire...

MOGNISS

JUSTICE A DUNKERQUE

Moise: «l'affectivité sommaire d'un sauvage non cultivé»

En correctionnel, c'est la règle, les prévenus se taisent. On leur fait une lecture baclée de documents administratifs, rapports de police, motifs de la prévention, déclarations des victimes, expertises et contre-expertises médicales, etc...

Les présidents, au gré de leur tempérament, font les questions et les réponses. Mais il est devenu courant, pour interroger un prévenu sur les raisons qui l'ont amené à commettre un délit que les juges fassent appel à un spécialiste, expert-psychologue ou expert-psychiatre auprès des tribunaux. Les juges questionnent, les experts répondent. La lecture des rapports occupe alors le devant de la scène judiciaire. Ces textes médicaux sans grande valeur scientifique, deviennent des pièces maîtresses, à l'usage des juges, des procureurs et des avocats. Le droit, subitement, fiche le camp pour une parodie de connaissance grotesque. S'opèrent dans les prétoires, d'insupportables vivisections où l'imbécilité règne.

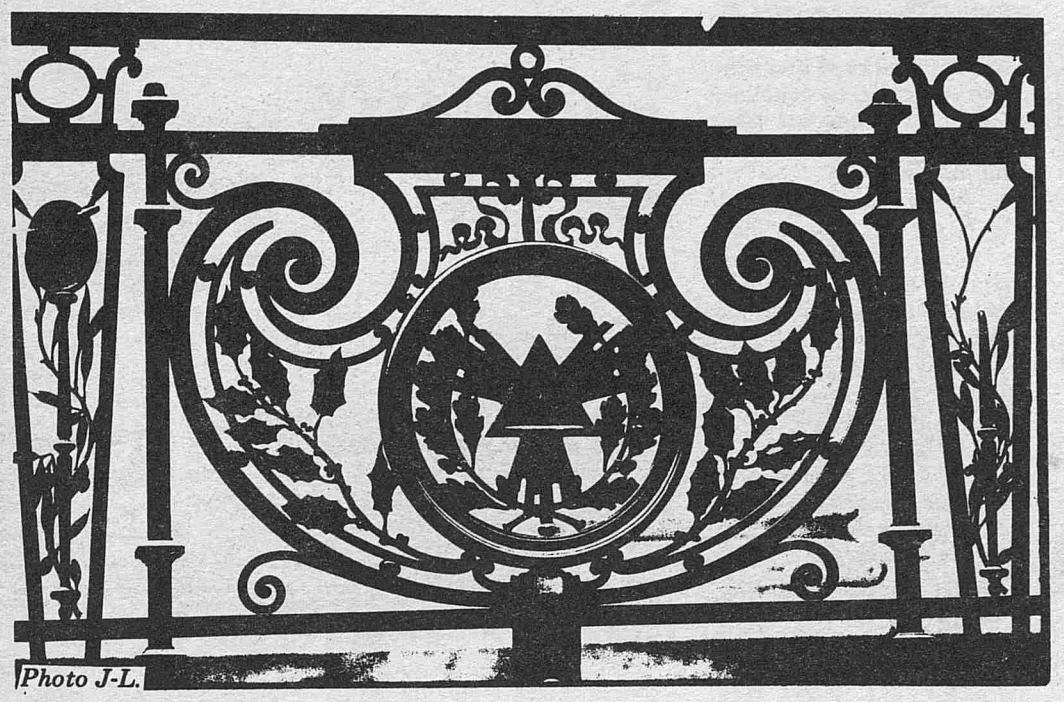


Photo J-L.

Moïse, dès 14 ans, est ouvrier agricole dans une ferme près de Bourbourg. Après son service militaire dans les « commandos marines », il est embauché sur le chantier de construction de la centrale nucléaire de Gravelines. Au mois de septembre 78, avec un copain, il passe la soirée à boire des bières à la Ducasse de Bourbourg. A deux heures du matin, ivre, il passe devant la ferme de son ancien patron, qui lui doit toujours des arriérés de salaires et des congés payés. Il jette son mégot vers la grange. La ferme brûle. Arrêté, incarcéré, présenté devant les experts psychologues, il est mis en liberté provisoire deux mois plus tard. Catastrophe ! Il reboit et toujours aussi négligemment jette un mégot et quelques pierres contre un commerce. Récemment il est présenté devant le tribunal de grande instance de Dunkerque.

Moïse ne conteste pas les faits. *« Je ne l'ai pas fait exprès »*. Il n'en dira pas plus.

« Est-ce là votre défense ? s'inquiète le président Leblet. *Au moment des faits vous aviez 2,1 grammes d'alcool dans le sang ! Selon les experts vous ne présentez aucun signe de démence. Vous n'êtes pas un pyromane. Vous n'éprouvez aucun plaisir à mettre le feu. Les experts ont cherché la raison de votre comportement. C'est l'alcool. Dès que vous buvez vous perdez le contrôle de vos actes.β Un internement en milieu psychiatrique serait souhaitable. Le rapport du psychologue dit que vous êtes d'une intelligence inférieure à la moyenne. Vous n'avez pas de femme ? L'alcool c'est votre compagne. Qu'est-ce que vous comptez faire pour mener une vie normale ? Vous ne croyez pas que vous avez besoin d'un passage dans un établissement de cure pour vivre décemment ? Mais si vous n'en êtes pas conscient la cure ne marchera pas. Comme vous êtes dange-%reux nous allons être obligés d'être extrêmement sévères !*

Le procureur : *Ce garçon aura toujours tendance àç se retrancher derrière son infantilisme. Les dégats ont été importants. En répression, je demande une peine pour partie ferme ne devant pas faire obstacle à des soins.*

L'avocat de la défense : *Un soir de septembre 78, Moïse, avec un ami, va à la Ducasse de Bourbourg. Il a bu 20 à 30 bières. Vers deux heures du matin, titubant, il prend la route pour rentrer chez lui. Passant devant la ferme où il a travaillé dès l'âge de 14 ans, comme ouvrier agricole. Il jette son mégot. Geste spontané, sauvage. Il a bien sûr, une rancune tenace, un sentiment d'exploitation. Il croisera les pompiers sans se rendre compte de ce qui se passe. Les conclusions des experts révèlent : qu'il a « l'affectivité sommaire d'un sauvage non cultivé ». Quand on lui a demandé pourquoi il avait récidivé, il a répondu : « je ressentais pourquoi il avait récidivé, il a répondu : « Je ressentais l'angoisse de la première affaire ».*

Trois ans de prison, dont 18 mois avec sursis.

LES BASQUES

Immigrés dans leur propre pays

L'immigration cherche une voie de riposte aux lois Bonnet Stoléru, comme a pu en témoigner une certaine effervescence cet été. Mais les divisions demeurent plus que jamais, chaque secteur s'agitant dans son coin tout en ignorant les autres, pourtant engagés eux aussi dans une lutte aux objectifs communs.

OU SONT LES CARTES DE SEJOUR PROMISES ?

Ainsi, les Basques mènent seuls une campagne contre les lois Bonnet-Stoléru appliquées à leur situation spécifique, à savoir la suppression du statut de réfugié politique qui théoriquement, confère dorénavant à ceux qui sont venus du sud de la frontière franco-espagnole un statut identique à celui de tout immigré avec une carte de séjour. Et encore l'administraition et la police françaises s'octroient-elles la possibilité sans cesse exploitée de retirer aux Basques du sud leur titre de séjour, lors du renouvellement, pour les assigner à résidence en dehors du grand sud-ouest — à la frontière belge par exemple ! En fait, la suppression du statut de réfugié politique a été annoncée par voie de presse, mais la plupart des réfugiés basques n'ont reçu aucune confirmation personnelle par voie officielle

Les nouveaux titres de séjour renouvelables à court terme promis par le préfet des Pyrénées Atlantiques seront restés lettre morte, exception faite pour la vingtaine de réfugiés assignés à résidence en Provence le printemps dernier.

AUX REFUGIES DE CHOISIR ENTRE CLANDESTINITE OU ASSIGNATION A RESIDENCE

La décision de supprimer le statut a été prise au lendemain de la visite du ministre espagnol des affaires Etrangères à Paris, le 30 janvier 79, le gouvernement français prétextant « la démocratisation du régime espagnol ». Depuis, les CRS sillonnent le Pays Basque nord et opèrent des rafles contre les réfugiés dont 300 vivent aujourd'hui dans une relative clandestinité, sept d'entre eux, arrêtés, ont été livrés aux géôliers espagnols qui les ont torturés. Une dizaine d'autres réfugiés ont été victimes d'assassinats dont les auteurs courent toujours... S'ils en sortent vivants eux-mêmes, leur famille et leurs proches se retrouvent sous le coup de tracasseries administratives, voire même d'une mesure d'expulsion du territoire. Expulsion généralement ramenée à une interdiction de séjour dans les neuf départements du sud-ouest, comme c'est le cas pour Juan José Etchave, militant basque du sud, victime d'un attentat l'année dernière au cours duquel sa femme a été tuée et lui-même blessé de dix-sept balles, il a entrepris une grève de la faim avec ses deux filles en août, pour obtenir le droit de rester vivre dans ce que les Basques considèrent comme leur pays : l'Euskadi ou Pays Basque.

ALTERNANCE ENTRE REPRESSION D'ETAT ET ASSASSINATS IMPUNIS

L'alternance entre les interventions arbitraires de l'Etat et les attentats semblent trop bien synchronisés pour être une pure coïncidence : Inaki Martinez Blasco est assigné à résidence près de la frontière belge alors même que l'extrême-droite le menace de mort, deux réfugiés qui viennent d'échapper à un attentat à Hendaye se trouvent expulsés le lendemain pour troubles à l'ordre public !

Cette situation rappelle trop celle qui précède toute offensive du pouvoir contre l'immigration : rappelons-nous des attentats fascistes contre les Algériens.

ANTICIPATION SUR LES LOIS BONNET STOLERU

La peur pousse les Basques à la clandestinité, tout un chacun ne tenant pas à vivre, pour son propre compte, les mésaventures d'un Inaki Aracana, arrêté dans le bureau des étrangers de la sous-préfecture alors qu'il venait renouveler son permis de séjour et assigné à résidence à Charleville-Mézières dans le nord,

L'Etat a dès lors les coudées franches pour parvenir à ses fins et les faits confirment que la suppression du statut équivaut à une application anticipée des lois Bonnet-Stoléru.

Christian Bonnet reconnaît à sa loi tous les mérites et avantages que subissent depuis le début de l'année les réfugiés basques : grâce à cette loi, on pourra interdire l'accès du territoire national à ceux qui voudraient s'y introduire sans droit. On pourra reconduire chez eux, ceux qui font l'objet d'une mesure d'expulsion ou d'un refus de séjour et on pourra refouler à la frontière des gens qui séjournaient déjà sur le territoire mais dont les papiers ne sont pas parfaitement en règle. Autre point important pour les Basques, la délégation de pouvoir en matière d'expulsion aux préfets notamment à ceux des départements frontaliers.

Nulle part ne figure le droit du peuple basque à vivre dans son pays, coupé par un rideau de fer. Frontière qui devrait en principe fondre avec l'entrée de l'Espagne dans la CEE, pour la libre circulation...

Les Basques réitèrent des appels du pied à l'imigration par l'intermédiaire de la presse et de leurs avocats, sortant quelque peu du repli sur eux-mêmes, qui les caractérisaient jusque-là. A défaut de solidarité dans l'héxagone, c'est d'Euskadi sud que se manifeste une opposition aux nouvelles mesures de Paris. Mais Bonnet applique ses directives à ceux-là mêmes qui viennent protester contre elles. Samedi premier septembre, plusieurs centaines de ressortissants espagnols susceptibles d'être des manifestants basques ont été refoulés à la frontière. Mieux quatre députés Basques d'Herri Batasouna (indépendantistes) se rendant à Hendaye pour soutenir 31 grévistes de la faim s'opposant à la suppression du statut à l'église Sainte Anne ont eux aussi été refoulés par les autorités françaises. Application de la loi !!!

MOGNISS

BARBES...

Un soir de Ramadhan

A en croire les statistiques, il y aurait deux millions de musulmans en France et la religion musulmane serait la deuxième religion pratiquée.

Pourtant en cette période de Ramadhan, rien ne laisse transparaître quant à la stricte observation du jeûne si ce n'est l'agitation fébrile des frères musulmans dans le quartier de Bellevielle dont le prosélytisme agressif est accepté avec mansuétude par les habitants du quartier.

Autre signe : l'ouverture toute la nuit des cafés arabes où se jouent d'interminables parties de loto et de dominos. Là se cotoient ceux qui boivent avec ceux qui jeunent et il y en a à Barbès à Belleville en passant par Jaurès et Stalingrad, les cafés regorgent de monde l'après-midi et la bière coule à flots.

Pourtant beaucoup font le Ramadhan surtout dans l'immigration familiales mais quelque chose a changé : une pratique qui avant était assumée par la quasi totalité de la communauté maghrébine est aujourd'hui tombée en désuétude. Cependant, il serait péremptoire d'affirmer ou d'essayer d'évaluer ceux qui observent le jeûne de ceux qui ne le font pas.

10, 15, 22 etc... imperturbable, le marqueur énonce les numéros. Les autres attentifs, placent leurs jetons dans les cases correspondantes. Ils sont là une dizaine à jouer au loto.

Il est deux heures du matin dans ce petit café de Barbès, d'habitude c'est l'heure de fermeture mais exceptionnellement le bar restera ouvert toute la nuit car c'est le ramadhan et sou tous les ans la préfecture autorise les cafés arabes à ouvrir la nuit. Un rapide coup d'œil sur les consommations servies (bière, vin etc...) pour rendre compte qu'ici le jeûne n'est pas de rigueur. « Ah ! Quelle aubaine pour les patrons de *café* », nous confie Hamid. 30 ans, en plus dit-il, *cette année, beaucoup ne sont pas partis au pays par crainte de ne pas se faire renouveler les papiers et puis c'est le mois d'août. Les vacances, alors on a rien à faire. Un mois c'est long, on se couche tard et on dort la journée* ».

Salah, la cinquantaine bien tassée, en France depuis 1948, lui non plus n'est pas rentré au pays. Au chômage depuis six mois, il craint aussi pour ses papiers :

«*On verra l'année prochaine « Inch'Allah » !*

A peine si j'ose lui demander s'il jeûne, j'attends de voir ce qu'il va boire et non, je lui demande quand même, ma questionle le surprend, son regard se perd, il me lâche : *« Oh ! Y'a longtemps, tu vois, tout n'est plus comme avant, quand je suis arrivé en France, après la deuxième guerre mondiale, j'avais dix-huit ans, nous étions peut-être alors deux cent cinquante mille Algériens et il fallait qu'on se tienne de bout bras dessus, bras dessous, parce que nous étions colonisés, nous faisions le Ramadhan pour montrer que nous étions des Algériens. Ça c'était à nous, on ne pouvait pas nous l'enlever. Je me rappelle aussi que tous les vendredi, les restaurateurs offraient à manger aux chômeurs (Sadaka), ce qui faisait que le bar offrait le petit-déjeuner. Le jour de l'Aïd, nous mangions gratuitement dans les cafés, la vie était dure, comme des centaines d'autres Algériens, j'ai dormi dans le métro, c'était en 1954, un peu avant qu'éclate la révolution, tellement il faisait froid, la préfecture avait transformé des stations en abri. Enfin c'est du passé. Puis, il y a eu les années de guerre. Alors là, même plus question de boire de l'alcool, le FLN l'avait interdit, autant de dire que pour le jeûne, il ne fallait pas s'amuser mais nous l'acceptions tous. Et puis il y a eu l'indépendance et avec les années, il y a eu comme un relâchement dans la communauté. Aujourd'hui tu vois, c'est la bière plus le loto et les dominos* ».

Il est bientôt trois heures trente, après ce petit voyage avec Salah, je me dirige vers un autre groupe, ceux-là jouent aux dominos. Sur la table, beaucoup de Kronenbourg, pourtant deux diabolos menthe sont là, insolites, lançant comme un défi insolent à tous ces « mécréants ». Je cherche leurs propriétaires, ce sont deux jeunes, dix-neuf, vingt ans en France depuis deux ans, originaires du Sud Tunisien, ils sont, ce qu'on appelle des « clandestins », pour eux non plus, pas question d'aller au pays et pour cause !

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils jeunent, et sont sûrement les plus jeunes de toute l'assistance. Saïd me dit :

— *Je fais le Ramadhan depuis l'âge de douze ans, j'y suis habitué.* Je lui demande ce qu'il pense des autres, ceux qui boivent de la bière.

— *Je n'en pense rien, ici c'est la France, peut-être l'ont-ils fait avant, je n'ai pas assez de temps ici, peut-être moi-même, je changerai si jamais je devais rester longtemps en France, vraiment, je ne sais pas.*

Quatre heures du matin, la fatigue se fait ressentir, les dominos ne claquent plus sur le sable, le marqueur du loto s'est arrêté aussi, on boit un dernier verre, on est déjà samedi, me fait remarquer Saïd :

— *La semaine prochaine, ce sera l'Aïd El Seghir (fin du Ramadhan), si tu veux, on se revoit vendredi soir, on rediscutera, je luis dit oui, on se sépare « fi lamaen — Bes Lama ».*

A.FARID

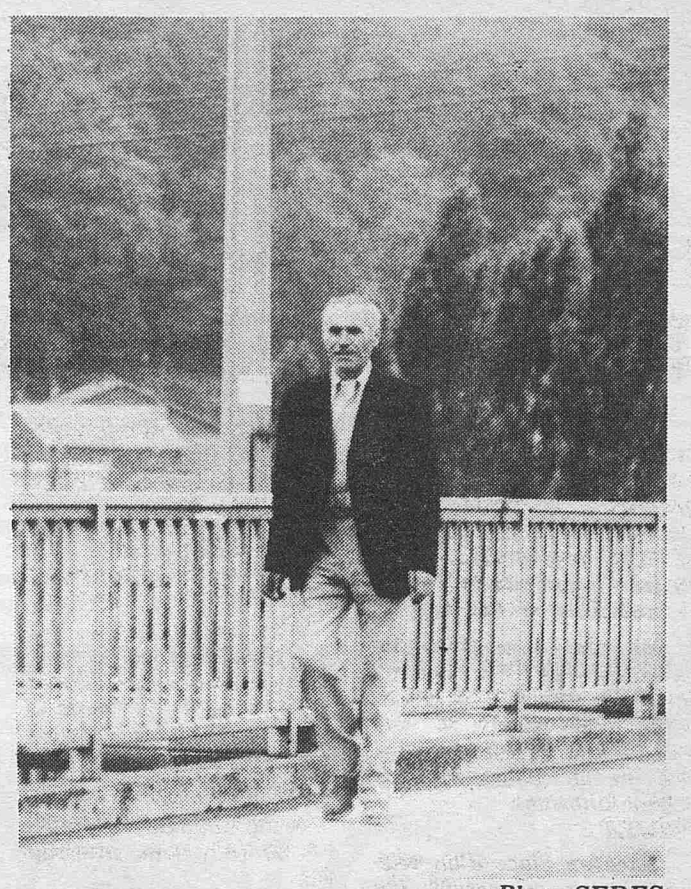


Photo SEDES

29 ans en France: Expulsé pour ressources «insuffisantes»

L'année 1979, c'est l'année des remises en question, des révisions d'accords passés avec les pays fournisseurs de main d'œuvre. Le gouvernement français veut se débarrasser d'une partie des immigrés qui ont participé durant de longues années à l'expansion économique de la France. Amar Okolo est un de ceux-là.

Amar est Algérien. Il arrive en France dans les années 50. Pendant son long exil fait de labeur, de solitude, et de misère, chaque fois au bout du tunnel, il entrevoyait son retour au pays, il entendait l'appel des siens, de sa terre, de son village. *« Encore un an, peut-être deux, et je rentre pour toujours chez moi »*. Pourtant, cela fait trente ans que cela dure. Successivement, il a travaillé dans les fonderies en Alsace où il a contracté une tuberculose *« cadeau de la maison »*. Il change de région et monte à Paris, là, il exerce plusieurs métiers : manœuvre, plongeur, sa vie n'est faite que de travail, accompagné par de brefs congés au pays.»

Puis il est embauché à Lebaudy *« le sucre »* peut-être avez-vous entendu parler de cette usine pourtant renommée jusque dans le *« Djurdjura »*, tant elle a usé, mutilé de ses enfants. 1975, la maison coule, il se retrouve licencié économique. Alors va commencer pour lui une étrange *« aventure »*, il ne dort plus, a du mal à s'accomoder de ce repos providentiel. Ses 25 ans de travail, de solitude le hantent la nuit, l'habitent le jour ; pourtant, il rêve toujours de rentrer au pays mais en repousse à chaqUE fois l'échéance. Comment partir ? Cela va durer quatre ans avant qu'il puisse décider de quoi que ce soit, retravailler ? partir ? tout est confus dans sa tête.

Au mois de mai de cette année, il va renouveler sa carte de résidence, c'est confiant qu'il va à la préfecture puisque le renouvellement est automatique pour les Algériens résidant en France depuis plus de 20 ans. Malade, il ne peut reprendre une activité professionnelle. On lui réclame son dossier médical qu'il fait transmettre par son médecin traitant. Depuis il est convoqué constamment à la préfecture et à chaque fois, c'est la même chanson : votre dossier est à l'étude, on ne peut vous délivrer une carte définitive. Pris d'angoisse, il se fait raser la tête, comme pressentant le malheur renouant ainsi avec une vieille coutume du pays.

Il se rend de nouveau à la préfecture, là on lui signifie qu'il doit être expulsé de France pour insuffisance de ressources. Menotté, il est embarqué au dépôt puis accompagné par des inspecteurs à son domicile, il doit faire sa valise, une valise de trente ans plus une tuberculose en une heure et demie.

SALEM

Photo SEDES

L'immigration mise en fiches

La mise sur télé-imprimeurs
1er cobayes: les immigrés

14 juillet : la fête nationale, la prise de la Bastille : une journée de fête et de bal populaire. Désormais, cela sera aussi pour les immigrés à Paris, la possibilité d'être expulsés plus vite de France *« cette Terre d'asile »*.

En effet, une circulaire n°36 du 14/7/79 à tous les chefs de service de la police municipale, signée M. Henon Jean, directeur général de la police municipale informe :

OBJET :

Mise en place d'un téléimprimeur au service du casier central.

Nouvelles modalités d'interrogation de ce service.

A dater du lundi 16 juillet à 0 heure, les demandes de renseignements concernant les personnes interpellées par les fonctionnaires de Police devront être formulées en utilisant dans les créneaux horaires disponibles les téléimprimeurs des services locaux.

La liaison avec le télétype du casier central nouvellement installé sera établi en utilisant le 505 comme numéro d'appel.

Les interrogations devront être rédigées conformément au modèle joint.

Elles s'inscriront au fur et à mesure de leur arrivée et pourront être formulées à toute heure du jour ou de la nuit, étant précisé toutefois que le casier central fonctionne comme suit :

— du lundi au vendredi : 8 h 30/19 h sans interruption.

— *du samedi, dimanche et fêtes : 8 h 30 à 12 h et 13 h à 17 h 30.*

Même si ses rédacteurs font preuve de subtilité littéraire, cette circulaire vise directement les immigrés. En effet, tant le casier central (en jargon policier : fichier des immigrés) que l'annexe à la circulaire (voir ci-contre) ne laisse aucun doute. L'exemple proposé, un mal en correspond, bien au recherché du jour.

Le mode d'emploi ne laisse-t-il pas suggérer que les immigrés arrêtés ne peuvent être qu'en situation irrégulière, ou en tout cas suspect ?

Les policiers CFDT interrogés disent : *« Déjà la descente de la police dans le métro, cela nous a inquiété, car le corps* (de la police*) a rapidement pris pour tâche la chasse à l'immigré ou au jeune, cela a créé chez les policiers, un genre de réflexe anti-immigrés.*

Avec cette circulaire, la menace est politique, on met à la disposition des policiers des moyens techniques qui facilitent leur travail, mais la cible choisie, les immigrés, n'est pas neutre ».

L'informatisation du fichier immigré ne date pas d'hier. Les archives ne semblaient pas être sur ordinateur en septembre 1978 quand les divers centres d'accueil des immigrés ont été créés afin d'enregistrer les demandes de cartes. Les imprimés délivrés dans les centres semblaient pouvoir servir directement à l'introduction informatique ; depuis quelques temps déjà se préparait une mise en place, mais la préfecture a quand même embauché énormément de temporaires pour la période du printemps 1979, certainement pour donner un coup de collier à la mise sur fiches informatiques des immigrés. Evidemment un fichier existait depuis toujours, mais il était manuel.

Les fichiers comme celui des cartes grises ou des objets volés sont programmés depuis des années. Cependant la saisie directe par téléimprimeur n'est pas possible. Par contre, un téléimprimeur signifie la possibilité imminente, si ce n'est déjà fait, de disposer dans les commissariats d'un terminal sur l'immigration.

A part la police des frontières (l'APAF), la technique de la saisie directe n'existait pas jusqu'alors. La priorité donnée au fichier immigrés est un choix délibéré et dangereux pour les libertés individuelles. Alarmant même puisqu'il semble que la commission *« informatique et liberté »* n'a pas été mise au courant de la mise en route du téléimprimeur à la préfecture de Paris.

Aujourd'hui ce fichier est encore parisien ; demain, les immigrés de province ? Après-demain le contrôle instauré pour Tous ?

El. M.

JOU/24

MINISTERE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE DE POLICE

Direction Générale de la Police Municipale

Sous-Direction des Services Généraux

Centre de Coordination des Services Locaux

A CLASSER EN D.50 - D.64.

Paris, le 14 Juillet 1979.

CIRCULAIRE n° 36 - 79

A tous Chefs de Service P.M.

OBJET : Mise en place d'un téléimprimeur au service du Casier Central.

Nouvelles modalités d'interrogation de ce service.

ANNEXE CIRCULAIRE N° 36 - 79

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU CASIER CENTRAL

Service : Auto : à : Police Générale Service du Casier Central.

- Nom,
Prénom,
DATE et LIEU de naissance,
Nationalité,
N° de Casier Central,

Interrogation :

Est-il titulaire d'une carte de séjour ? codifié TCS
" " demandeur " " " " ? " DS
A-t'il une fiche d'opposition ? " FO
" " " de refoulement ? " FR
" " un refus de travail ? " RT
" " une fiche d'expulsion ? " FE

N.B. : Si le service demandeur veut la filiation complète de l'individu, il mentionne, filiation codifié : F, en tête de message.

Exemple type de message :

APR 01 Auto 601 à PG - Casier Central
SISSOKO,
Touré,
22.11.49,
Mali,
Nationne,
C.C. N° ..... (ignoré)

INT / TCS / FO /

Si le service désire obtenir la filiation complète, il ajoute : ' F ' après INT :

Ce qui donne :

INT / F / TCS / FO /.

Un mode d'emploi qui laisse rêveur.

Invitation au voyage

Début juin, des allocataires yougoslaves des ASSEDIC, des Hauts-de-Seine, recevaient une lettre à l'en-tête du ministère des Affaires Etrangères, signée par le ministre plénipotentiaire chargé de mission auprès du Premier Ministre, M. Jean Fernand Laurent... dans une enveloppe comportant le tampon de l'ASSEDIC des Hauts-de-Seine.

En voici le texte :

« Vous bénéficiez actuellement d'une indemnisation en tant que travailleur privé d'emploi.

Si vous souhaitez rester en France pour travailler sur notre territoire, vous pouvez vous adresser aux services de l'Agence Nationale pour l'Emploi ; ceux-ci sont à votre disposition pour vous aider à retrouver du travail.

Mais peut-être souhaitez-vous regagner votre pays d'origine.

Si telle est votre intention, j'attire votre attention sur les possibilités qui vous sont offertes, à la suite d'accords conclus entre les gouvernements yougoslave et français, pour faciliter votre reclassement en Yougoslavie.

Chargé par le Premier Ministre français des problèmes de formation-retour des travailleurs étrangers désireux de regagner leur pays d'origine, je dois, à ce titre et dans le cadre des accords précités, veiller à ce que ceux d'entre vous qui désirent rentrer en Yougoslavie aient la possibilité d'acquérir une formation professionnelle leur permettant d'accéder à un meilleur emploi dans leur pays d'origine.

Je serai aidé dans cette tâche par des représentants des autorités yougoslaves. C'est ainsi qu'un groupe d'experts du Bureau Fédéral Yougoslave pour les Affaires de l'Emploi doit venir à Paris, au mois de juin, afin de s'entretenir avec les candidats intéressés et leur donner toutes les précisions dont ils auraient besoin sur les possibilités d'emploi en Yougoslavie et la formation professionnelle susceptible d'y préparer.

Si vous désirez être invités à participer à cette réunion d'information, veuillez retourner dès que possible la fiche ci-annexée à l'adresse indiquée...

UNE MENACE ?

Quelle que soit la formulation, ici respecteuse, de la proposition de retour au pays, et ses modalités privilégiées (formation) elle ne peut être ressentie que comme une menace puisque la lettre vient des Assedic et qu'elle commence par rappeler à l'intéresser sa situation de chômeur ; cela veut dire pour lui : *« Faites attention, vous êtes au chômage, on vous propose de partir de façon intéressante mais si vous ne saisissez pas votre chance on vous aura à l'œil... !»*

Cette lettre est envoyée systématiquement à tous, sans qu'on tienne compte ni de l'âge, ni de la personne, ni de son ancienneté en France : une personne de 59 ans, qui travaille en France depuis quarante ans, ainsi que son mari, l'a reçu avec la stupeur et l'inquiétude qu'on imagine (d'autant plus qu'elle était polonaise : les Assedic font des fichiers rigoureux du point de vue statistique, mais pour l'instant la nationalité n'est pas une préoccupation essentielle) les employés de l'Assedic en question ont appris l'envoi de cette lettre par les destinataires eux-mêmes. Le directeur de l'Assedic interrogé en Comité d'Entreprise par les responsables du personnel qui s'élevaient contre cette pratique, a répondu évasivement : il semble bien qu'il s'agisse d'une décision hâtive de la direction qui, dans ce cas, aurait outrepassé ses droits. D'un autre côté l'envoi de cette lettre, constitue un véritable détournement de compétence. Dans la mesure où l'utilisation du fichier de l'assurance chômage ou tout autre organisme paritaire à caractère social et privé par les pouvoirs publics est une main mise de sa part, sur des informations, non seulement confidentielles, mais aussi soumises au secret professionnel, car il ne faut pas oublier que les Assedic sont des organisations type loi 1901, formées par des partenaires sociaux : organisations syndicales, ouvrières et patronales. Elles sont autonomes et ne dépendent d'aucun ministère d'Etat.

Comme tout le monde le sait, les loi Bonnet, Barre, Stoleru en préparation promettent des refus de séjour et des expulsions aux chômeurs immigrés de plus de six mois.

Désormais, les inter-pressions du gouvernement peuvent s'exercer de plus en plus fortement sur des organismes qui possèdent des informations personnelles sur les demandeurs d'emploi.

Si le gouvernement veut effectivement prendre des mesures de refoulement sur les immigrés, de plus de six mois, ou s'il veut continuer des menaces, pour accompagner l'invitation au retour, il lui faut des renseignements précis.

Après les multiples mesures prises à l'encontre des immigrés se dirigerait-on vers l'objectif de les dissuader, purement et simplement de s'inscrire au chômage après la perte de leur travail ?

Ce n'est pas seulement le détournement d'un service et l'allègement des statistiques qui sont en cause, c'est aussi l'empêchement pour ces travailleurs de bénéficier de leurs droits aux indemnités pour lesquelles ils ont cotisé qui sera visé.

Il faut dire qu'une décision du type communication du fichier des Assedic à un quelconque ministère n'est pas chose légale ; mais l'envoi de la lettre du ministère des Affaires Etrangères par les soins des Assedic, n'est-elle pas une première dérogation au principe de l'autonomie des Assedic ?

Tout le monde connaît l'importance des renseignements dont disposent les organismes sociaux et leurs caractères confidentiels, si aujourd'hui, le secret est remis en cause, qui sait quelle conséquence, cela peut avoir y compris pour l'avenir même de ces organisations et pour tous leurs usagers.

El Moulahidh

ALI, RIDHA, ALBERTO MALIKA, DABHIA ADOLESCENTS A MENILMONTANT

Vlan ! Vlan ! J'en ai marre de discuter avec toi, tu es têtue. C'est horrible, je ne peux plus supporter ça moi... Après tout, tu peux les garder les enfants. Fais ce que tu veux ! Moi ça suffit. Je vais la faire cette valise une fois pour toutes, j'vais disparaître, démerde-toi... Et puis ? De toute façon, ils veulent plus de nous, ils vont tous nous virer ! Moi, je pars bien avant... Avec leur projet de loi Stoleru-Bonnet, « machin », ou je ne sais quoi.

Abdellah n'en peut plus ! Il crie à longueur de journée dans les couloirs du 2ème étage de l'immeuble de la citée de transit Henri Chevreau, Paris 20ème. Sa porte va s'écrouler tellement il la claque. Les voisins commencent à s'habituer aux colères interminables de ce père de quatre enfants. Depuis la mort de son frère au Maroc, les appel de sa mère — désormais toute seule — ne cessent plus et semblent le perturber : « Retourne auprès de la famille, c'est mieux ! Ton petit commerce ne marche plus, tu le dis toi-même ». Aïcha, sa femme, ne partage pas cet avis : « Nous partirons quand Khaled (14 ans) terminera son CAP.

Le départ éventuel de la famille Aït Moh Abdellah est sur les lèvres de tous les gens de l'immeuble. Aïcha a raison ! Non c'est Abdellah ! Bof, on va tous rentrer !

Khaled est énervé, on lui demande pas son avis, avec ses copains ça discute : pays d'origine, France, lois Stoleru... expulsions, etc...

Ridha : tunisien, 15 ans, arrivé en France à l'âge de six ans, parle couramment l'arabe, mais ne sait pas l'écrire, a abandonné l'école, sans diplôme, ni formation, cherche à suivre un stage de formation professionnelle, ou à trouver une pension d'apprenti-mécanique. Orphelin de père. Mère : femme de ménage.

SF : Depuis, un certain temps, tu ne vas plus à l'école, comment tu passes tes journées ?

— Le matin, je me réveille vers 12H, je n'ai que l'après-midi à tirer, alors je tourne en rond, je vais au Centre Beaubourg pour passer le temps... Là-bas, il y a de l'animation, il y a des musiciens, des clowns, beaucoup de gens... et puis je rencontre des copains, ou de temps en temps, je vais voir mon éducateur, s'il m'a trouvé un stage... D'ailleurs, il m'a dit qu'en septembre, j'aurai éventuellement une place dans une pension comme apprenti mécanique.

— Tu aimes la mécanique ?

— Non, j'aime pas ça... J'ai jamais fait de mécanique, je ne suis pas patient, mais il n'y a que ça, je n'y peux rien... C'est peut-être de ma faute, je n'ai jamais supporté l'école, alors je suis bon pour la mécanique.

— Est-ce que tu as entendu parler du projet de loi concernant le refoulement des immigrés ?

— Oui... Oui, je pense qu'ils en ont trop marre de nous, les Arabes, les Espagnols, les Portugais... Ils veulent qu'on retourne dans notre pays, il ne nous renouvelle plus les cartes de séjour... Moi, si je devais retourner en France... Et en Tunisie, j'aurais du mal, je suis venu à l'âge de six ans, j'ai adopté la France, je serais perdu là-bas en Tunisie, d'ailleurs dès qu'un jeune immigré arrive là-bas, ils te mettent directement dans une école militaire.

— Tu as déjà été en Tunisie ?

Oui, j'y vais presque chaque année là-bas... Je m'ennuie là-bas, je n'ai rien à faire... C'est un pays pas mal pour les riches, mais pour nous la vie est dure... C'est pour cela que mes parents l'ont quitté.

— Si le gouvernement français décide que tous les étrangers doivent partir, que feras-tu ?

— Je ne sais pas... Je ne sais pas... J'irai mais à contre cœur... Ce n'est pas que je n'aime pas mon pays, mais il n'y a pas de travail là-bas, il n'y a pas de loisirs, t'as pas de liberté... Moi, j'ai 15 ans, je rentre à 2H ou 3H du matin, là-bas à 8H du soir, ça y est, tout est fermé, t'as les flics qui te courent au c... Tu dois rentrer et puis il n'y a pas d'animation là-bas. Ici, au 20ème, on a le Relais, un centre d'animation qui s'occupe de nous, on a un club pour les ados, des activités, des jeux, des sorties... Là-bas, il n'y a rien, je ne fais que traîner dans les montagnes...

— Est-ce qu'il t'arrive pas, à la suite d'une réflexion raciste à ton égard, ou après un contrôle policier dans le métro, de te dire qu'après tout, il vaut mieux rester en Tunisie... Là-bas au moins, on n'est pas considéré comme étranger.

— Oui, ça m'arrive, mais je ne veux rentrer en Tunisie qu'avec « quelque chose », de l'argent, un diplôme, un métier... Rentrer comme je suis maintenant, sans rien ni dans la tête, ni dans les poches, je préfère vraiment rester ici.

Malika : 16 ans, algérienne, suit des cours de sténo-dactylo, parle l'arabe en France depuis l'âge de 6 ans, va une fois par an ou tous les deux ans en Algérie.

Père : en chômage. Mère : femme de ménage.

SF : Chez toi, à la maison, tu parles arabe ou français ?

— Les deux, à mes parents arabe et français, à mes frères et sœurs que le français.

— Tu rentres pas définitivement en Algérie ?

— Non, je ne pense pas... les vacances oui, mais y rester je ne crois pas, je m'ennuie à mort là-bas, j'ai rarement l'occasion de sortir.

— Tu as des copains là-bas ?

Non, tu es fou... d'ailleurs je ne peux pas en avoir, dès que je discute avec un gars, tous les caméras sont braqués sur moi... les réflexions pleuvent... Tu verras presque jamais un garçon avec une fille, elle se fera tuer.

— Tu peux pas demander la nationalité française ?

— Ah non ! Non ! Jamais, toute ma famille en Algérie va me renier dis... puis, je suis fière d'être algérienne.

— C'est à dire ?

— Algérienne, quoi, algérienne...

Ali : Algérien, 12 ans, né en France, écolier, n'a jamais été en Algérie, ne parle presque pas l'arabe. Père : ouvrier à Renault. Mère : Ne travaille pas.

SF : Est-ce que tu as entendu parler d'un projet de loi qui prévoit le retour des immigrés ?

— Oui, mes parents en parlent... Je trouve ça vachement dégueulasse.

— Tu as envie de rentrer en Algérie ?

— Non... Non, je ne connais pas l'Algérie, moi, j'y ai jamais été.

— Supposons qu'à la suite de cette loi, tes parents soient obligés de rentrer, que feras-tu ?

— Moi, j'irai quand même, je ne vais pas laisser mes parents... (silence). Disons, si j'étais majeur, j'irai me planquer pour rester ici... (il sourit)

Va bronzer sous les cocotiers

Alberto :

Espagnol, 16 ans, en France depuis l'âge de 7 ans, parle couramment espagnol.

Père : Travaille dans une lingerie. Mère : Aide cuisinière.

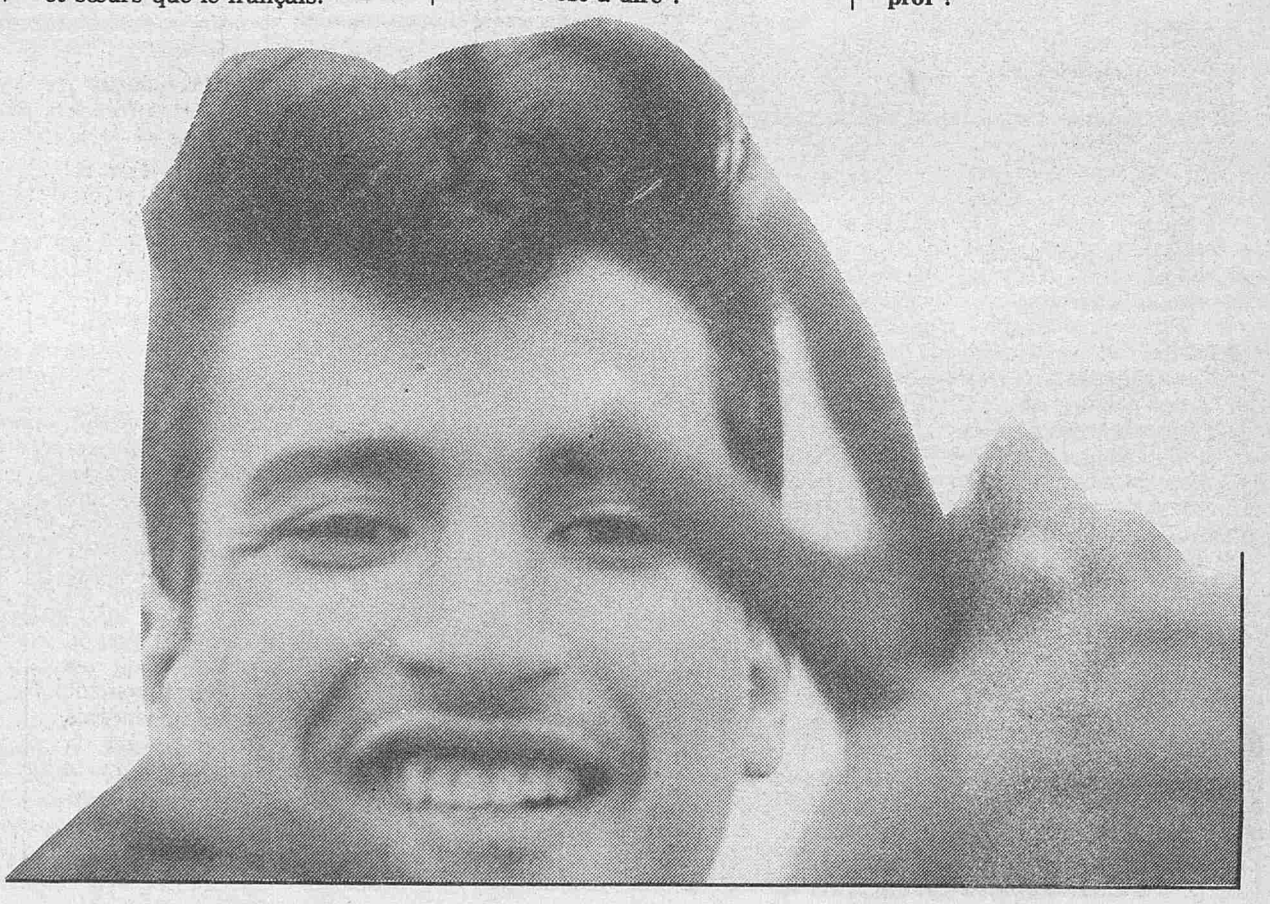
SF : Alberto, tu assistes à des cours d'espagnol, à Gambetta, pourquoi ?

Pour pouvoir une fois de retour en Espagne, savoir lire et écrire, ça sert tu sais...

— Est-ce qu'à ton avis le fait d'être espagnol te pose des difficultés à l'école ?

Je crois, moi, parce que presque tous les immigrés sont orientés à la fin de la 5ème ou la 4ème vers un métier.

— Quand tu ne comprends pas quelque chose en classe, est-ce qu'il t'arrive de poser des questions d'explication au prof ?



— Oui, mais ça dépend des profs. En électricité je demande facilement, j'ai pas honte... en français, je préfère me taire.

Le prof de français lorsqu'on lui pose une question, il ne répond même pas ou alors il nous fait des remarques désagréables...

A un copain arabe, lorsqu'il n'a pas su, il lui a dit « **va vendre des merguez à Barbès** »... et à un copain noir il lui a dit « **va bronzer sous les cocotiers** »... je crois qu'il est raciste.

Est-ce qu'il t'arrive de te bagarrer dans la cour ?

— Parfois oui, mais surtout au début de l'année, on ne se connaît pas tous et le prof nous demande notre nationalité respective... A la récréation, certains me traitent de « spingouin » ou me disent « retourne dan ton pays », alors ça pète... Il faut leur régler leur compte aussitôt, sinon toute l'année, ça ne va pas être drôle.

— Tu comptes retourner en Espagne ?

— Oui, mon père m'a dit qu'on va retourner quand j'aurais terminé mon CAP, moi je suis d'accord parce que là-bas on me traitera pas d'étranger. J'y vais d'ailleurs tous les mois d'août et je passe de très bonnes vacances.

— Tu as des copains en Espagne ?

— Plein hé !!

— Tu n'as pas parfois des problèmes avec eux ?

(Silence)... Non... Non.

— Si tu étais dans les mêmes conditions que ton père, est-ce que tu émigrerais en France pour venir travailler, t'installer et ramener tes enfants ?

— Je ne crois pas... chacun a ses problèmes mais il aurait pu rester, tenir le coup là-bas... peut-être il a essayé mais moi j'aurais tenté vraiment le coup pour rester en Espagne avant d'émigrer...

Dabhia : Algérienne, 16 ans, née en France, lycéenne, parle très peu l'arabe. A été plusieurs fois en Algérie.

— SF : Que penses-tu du dernier projet de loi Stoléru Bonnet ?

— Je pense que c'est très dur envers les jeunes, parce que ceux qui sont nés ici ou ceux qui sont restés très longtemps ici sont adaptés à la culture française et c'est très difficile pour eux de vivre dans le pays.

— Tu as déjà été en Algérie ?

— Oui, plusieurs fois, c'est bien pour les vacances, mais pas pour y vivre ; je ne m'adapte pas du tout là-bas, dès que je suis là-bas, j'ai tout de suite envie de repartir, les gens m'énervent et je ne les comprends pas du tout en plus...

— En France, tu te sens mieux alors ?

— Non, je ne peux pas dire que c'est chouette ici, non plus. En fait, je ne me sens pas bien, ni ici, ni là-bas.

Ici on est contrôlé partout, les flics m'ont demandé les papiers au métro au moins une quinzaine de fois, il y a le racisme, les expulsions... etc, là-bas, c'est pas terrible non plus, il n'y a pas beaucoup d'attractions, il n'y a pas d'animation... peu de liberté aussi... par exemple, moi je fume, si on me voit là-bas fumer... c'est fini, tout le pays saura... même mes parents, je trouve qu'ils changent en Algérie, ils me font constamment des remarques... Tu sais, là-bas, j'ai jamais raison. En plus, en Algérie, aussi, on me traite d'immigrée... Alors, moi je veux bien si en France je suis immigré, et en Algérie aussi, ça va plus.

— Si tes parents étaient obligés de rentrer, que ferais-tu ?

— Si mes parents rentrent c'est autre chose, je rentrerai avec eux parce qu'ils sont sympas quand même avec moi... ils me laissent assez de liberté... et puis même je ne sais pas... parce que j'envisage la naturalisation comme ça je serai privilégiée, j'aurais plus d'avantages pour le travail, les études et les paperasses évidemment...

— Comment tu vois l'avenir ?

L'avenir, je ne le vois pas du tout, je suis dans le présent, l'avenir je ne veux pas me le figurer, parce que cela me fait vraiment chier...

Salem : Algérien, 17 ans, né en France, a quitté l'école et cherche à suivre un stage d'orientation vers un métier, ne parle pas l'arabe, a été quelquefois en Algérie.

Père : mécanicien. Mère : femme de ménage.

— SF : Le dernier mois tu avais terminé un stage qui a duré six mois, peux-tu m'expliquer en quoi ça consistait ?

— C'est un stage vers Clignancourt... le matin, on faisait des maths et du français, l'après-midi du sport et de la mécanique. Il n'y avait dans ce stage que des étrangers et surtout des « Robeux » des arabes et des portos.

— Maintenant, après le stage que fais-tu ?

— Je ne fais rien, je traîne... le stage ne m'a servi à rien, en principe ils doivent me trouver du boulot, mais je vois que ça ne vient pas... alors je cherche moi aussi, mais rien. Je demande dans des garages, je vais au marché... mais tout ça n'a rien servi. Mon éducateur cherche avec moi aussi, mais rien toujours rien... Alors, j'en ai marre et parfois au lieu de chercher je vais au club des jeunes m'amuser.

Le soir, je rentre à la maison voir la TV, ou je glande dans la rue jusqu'à minuit ou 2H du matin avec les « Coms ».

— Que pensent tes parents de ton emploi du temps ?

— Ils m'engueulent tout le temps, ils me disent au lieu de roupiller, va chercher du travail, fainéant, au lieu de t'amuser avec les voyous, va au marché, etc, etc... Tu connais la chanson. Je leur explique que je fais que chercher du boulot mais il n'ya rien... Ils ne veulent rien avoir.

— Tu comptes pas rentrer en Algérie ?

Je vais y aller cette année. En général je ne me sens pas du tout bien là-bas... Je vais faire un effort une fois pour toutes et je compte rester une année pour décider que faire.

Si j'ai un boulot, si je m'adapte bien, je me fais des copains, je reste définitivement en Algérie, sinon je reviendrais en France, je prendrais la nationalité française, et je m'installerais définitivement en France.

SALAH

EDUCATION
SON DE CLOCHE

— Allo, bonjour madame... Voilà, mon fils a déposé un dossier pour préparer un BTS électronique et il a reçu une lettre le refusant... mais...

— *Ah, eh bien s'il est refusé, il est refusé...*

— Mais il a un avis favorable sur son livret scolaire...

— *Madame, sachez que l'on ne possède que 24 classes de disponibles dans cette section et que nous avons reçu plus de 500 demandes. Alors ?*

— Pourriez-vous l'aider à...

— *Qu'il s'adresse à son Etablissement d'origine...*

— Le directeur n'a rien voulu savoir...

— *Eh bien nous non plus.*

— Bonjour madame... Voilà, mon fils a déposé un dossier et nous n'avons toujours rien reçu. Il a demandé 3 écoles dont la vôtre et au 1er choix, ils ne l'ont pas... Ils m'ont dit qu'il était ici...

— *Nous l'avons fait parvenir au 3ème choix...*

— Non, il n'y est pas non plus... J'ai téléphoné...

— *Non, M. J'ai le bordereau d'envoi... Nous avons fait suivre son dossier puisqu'il a été refusé ici... De plus vous n'avez rien à faire avec ce dossier...*

— Ecoutez, j'ai encore perdu ma journée de travail pour venir le chercher... Mais si je ne le trouve pas... Mon cousin qui travaille à... et qui est... se chargera de le retrouver et ça ira loin cette histoire... C'était déjà bien compliqué avant, mais maintenant avec le dossier qui se promène et qui, lorsqu'il est refusé dans un établissement est obligatoirement refusé dans les deux autres...

— Allo, bonjour... Ici le proviseur du lycée R... J'ai un élève qui est le fils de X... qui est mon... et j'aimerais qu'il puisse continuer dans votre établissement... Il a eu quelques petits problèmes au lycée P... mais je crois que cela lui a servi de leçon... Pourriez-vous... (...)

— Allo... Voilà, ma fille veut faire une classe de... et elle a été orientée vers une classe de...

— *Nous regrettons, madame, mais ce n'est pas possible.*

— Allo, allo, allo...

Un extrait d'un nouveau roman ?... Non, simplement un avant-goût de la future rentrée des classes.

ANTHEA

ETE SANS TREVE A LONGWY

Singuliers peuvent apparaître les liens de Sans-Frontière avec le bassin de Longwy. D'un numéro à l'autre, d'un rédacteur à l'autre, diverses intensités ont été ressenties et exprimées. Combattivité, amertume, désarroi même, chez les immigrés de la sidérurgie du foyer Sonacotra d'Herserange (*). Isolement. Mais aussi réveil des syndicalistes cédétistes de Longwy et organisation du camp retranché de Mont St Martin, foyer Sonacotra en grève des loyers et rassemblement des 15 et 16 septembre.

Dès la parution du n°5, l'équipe d'été du journal retournait à nouveau vers la Lorraine. Cette fois-ci, dans le but de faire discuter les gens du bassin à propos des articles parus centrés sur la question des cinq millions. Cela semblait un moyen d'assurer la diffusion de Sans-Frontière. D'autant mieux que les sidérurgistes, venus à Garges, annonçaient leur volonté de s'opposer à l'expulsion des résidents du foyer Sonacotra de Mont St Martin, sur les hauteurs d'Usinor Longwy, et d'occuper le 4 août l'usine sidérurgique de la Chiers. C'était un beau programme pour l'été.

(*) Les Marocains du foyer Vauzé.

Photo Sedes.

Les immigrés chez eux à Longwy

Passé Longyon, la route est sinueuse. Le mois dernier, un épais brouillard empêchait de voir à cent mètres. Ça arrive souvent ? 2 fois par an, pendant 6 mois, avait répondu le cafetier pince-sans-rire. Le crassier est visible. L'enseigne lumineuse SOS est en panne. Les lacets sont raides On a l'impression en descendant vers la ville basse de s'engouffrer. Le bassin ou le trou. Des vapeurs et des fumées ocres. Rouges. Les rues en rigoles courent vers la Chiers. L'usine de la Chiers centenaire, fusionnée en décembre à Usinor. Alignements des maisonnettes ouvrières. Au hasard des façades, une plaque : *« Ici a vécu Gabriel Gabrielli, travailleur immigré FTP... en 1943 »*.

Il n'y a pas de quartier immigré, à Longwy. Ils sont partout chez eux, d'où cette ouverture, cet accueil, vite perceptibles. Des 56 000 Longoviciens, on ne compte pas 500 Lorrains de souche. Au fichier des étrangers, 36 nationalités sont représentées. Les résidents étrangers sont 12 683 dont 4099 Algériens, 3008 Italiens, 2060 Portugais, 1779 Marocains. Mais les 40 000 Longoviciens sont soit petit-fils d'Italiens, soit fils de Polonais.

Dans la nuit de l'occupation de l'usine de la Chiers, un descendant d'immigrants tchèques disait : *« Ici, il n'y a pas de racisme, il y a des licenciements et le chômage. C'est le gouvernement qui veut amener le racisme. Pour le moment, ça n'a pas marché. Il a fait ces 50 000 F pour créer le racisme et la confusion »*.

Une bonne partie de la ville est en vacances. La radio Lorraine Cœur d'Acier s'est tue. L'union locale a perdu ses militants responsables chargés des questions de l'immigration. Ils sont partis avec leurs dossiers sous le bras, en vacances. Seules les banderoles assurent la présence de la CGT, en face du *Républicain lorrain : « Nous exigeons 2 aciéries modernes. 13 500 emplois nouveaux »*.

A 400 m de l'Hôtel de ville, le local des cédétistes est en pleine effervescence. *« Longwy SOS », « Non à la liquidation », « SOS-Emploi-CFDT »*. Grésillements des talkies-walkies, à l'écoute de la police. Accueil. Conférence de presse, l'après-midi. Et sur la droite le petit studio de la radio CFDT. Les responsables sidérurgistes expliquent : *« Notre objectif : empêcher la fermeture définitive des deux hauts fourneaux encore en activité à l'usine de la Chiers »*. C'est à dire, s'opposer à la réalisation de la première phase du plan patronal de démantèlement de la sidérurgie lorraine. *« Les hauts fourneaux doivent être mis en veilleuse jusqu'à septembre »*. Pourquoi cette action ? *« Rien n'est réglé sur ce bassin après 8 mois de luttes. Ils n'offrent que des suppressions d'emploi. 1200 aujourd'hui à la Chiers ! »*.

Occuper la Chiers pour qu'on parle de Longwy

Pas de trêve d'été. Maintenir les pressions. Agir sur l'opinion publique et les médias. Coûte que coûte qu'on parle de Longwy. *« Soyez prêts à ce que nous prenions les postes de commandement de l'usine »*. Dans la nuit les militants contactent les sidérurgistes de la dernière équipe.

La direction de la Chiers donnait des instructions pour arrêter plus tôt que prévu les hauts fourneaux et les mettre définitivement hors d'état de marche. L'occupation est avancée de 24 h. A 22 h 30, les occupants retenaient, dans la salle de contrôle, deux ingénieurs. L'un d'eux, Thiebaut, suait à grosses gouttes. Pour eux, tout devait être fini à 6 h. Pas question, répondaient les militants. Un rassemblement est prévu à 15 h. La dernière coulée doit avoir lieu avec la population convoquée par les syndicats de l'usine. Mais pour réussir, il fallait trouver 150 tonnes de coke, avant 6 h.

Une opération *« coup de poing »* est décidée par les sidérurgistes. A quelques kilomètres, un train de 1800 ts de coke est dans une gare, por Usinor. Un commando court s'emparer de ce train. Après bien des péripéties, 3 wagons du précieux combustible étaient tractés à moins de 800 mètres de l'usine occupée. Mai la maîtrise les faisait dérailler en plaçant un sabot dans un aiguillage.

Un autre groupe d'ouvriers découvrait une autre réserve de coke. Cette fois pour le transporter, il fallait un engin élévateur et des camions. Le parc de camions de l'entreprise Bertoldi allait rendre ce service. Il restait 1605 personnes des 3700 que la Chiers employait en 1975. Il n'en restera que 405 en septembre. Sur la coulée de 6 h il y a une dizaine d'ouvriers marocains, anciens licenciés de la Chiers, sans convention sociale, bien entendu. Intérimaires pour la Solmer, un grand nombre des 750 licenciés de l'an passé sont ainsi revenus en poste pour assurer le fonctionnement de l'usine. Ils resteront pour démonter les installations et faire l'entretien. Certains avaient déjà 8 ans d'usine au moment de leur licenciement. Ils touchent aujourd'hui 2200 F, ils ont perdu 1/3 de leur salaire et leur logement.

Dans la salle de contrôle : *« N'appelez plus jamais Longwy, la France m'a laissé tomber »*. Et ce rajout au bic : *« Les Français aussi »*.

Les dessous de la Convention Sociale

Un contrôleur de l'équipe de nuit faisait ses comptes : *« Figures toi que ça fait 28 ans que je suis dans l'usine. J'y ai perdu 1120 dimanches sur 1456 et j'y ai donné 2352 nuits et 7728 jours de travail. Avant-hier, ma lettre de mutation est arrivée. On nous avait promis la retraite à 50 ans. Or ils la donnent aux ETAM, les gros salaires, les gens des bureaux. Je suis muté à Rehon. Trop de jeunes ont accepté les 5 millions, aussi ils nous retiennent. Qu'est-ce que je vais faire ? Si j'avais su, crois-moi, j'aurais pris les 5 millions »*.

Effectivement, la direction de l'usine de la Chiers a accordé le bénéfice de la pré-retraite à 50 ans à 129 agents ETAM. Relevant la barre des pré-retraites à 55 ans pour les mensualisés afin d'assurer les remplacements des places laissées vacantes par les départs volontaires : 291 à la Chiers, mais surtout 978 à Usinor-Longwy, soit un sidérurgiste sur 6.

Le personnel de 50 ans et plus avait d'ailleurs manifesté au Conseil d'établissement de la Chiers le 1er août pour exiger l'embauche des jeunes, notamment ceux qui ont reçu une formation Usinor et qui devront émigrer à Neuves-Maisons et à Dunkerque. Comme on le voit la Convention sociale signée pour la sidérurgie le 24 juillet entre le patronat et les confédérations, sauf la CGT, laisse les employeurs libres de décider qui sera en pré-retraite ou qui sera muté. Comme l'ont exprimé à plusieurs reprises les cédétistes de Longwy, en désaccord avec leur fédération des métaux, les mutations sont un obstacle à la création d'emplois pour les jeunes. La convention sociale c'est la garantie de licenciements et de suppressions d'emploi pour le bassin.

Il était 15 h, au passage à niveau de Gouraincourt, la population n'était pas au rendez-vous. 150 personnes assisteront de part et d'autre de la trace incandescente et brûlante qui serpente jusqu'au wagonnet au spectacle de la dernière coulée. Les télévisions de toute l'Europe sont présentes. A 20 h, des milllons de téléspectateurs européens en vacances découvriront ces images du métal en fusion qui fait pleurer. Pour les syndicalistes de Longwy, l'essentiel était gagné, on avait parlé du bassin.

Le grand bureau

Les sidérurgistes immigrés qui ont signé leur demande pour bénéficier des 50 000F, assortie du million d'aide au retour (voir *Sans Frontière n°3 et 5) sont dans l'attente. Officiellement, ils sont au nombre de 328 à voir leur contrat avec Usinor résilié et le délai de préavis est venu à expiration depuis déjà plus de deux mois pour certains. Mais ils se rendent encore au boulot à Usinor, faute de nouvelles sur l'instruction de leur dossier par le « grand bureau » comme ils appellent le bureau du personnel, faute de moyens de subsistance, et aussi par habitude, l'habitude du sidérurgiste qui ne saurait trop conce-*

Photo SEDES

De la dernière coulée de la Chiers aux dessous racistes de la Convention Sociale

voir sa vie en dehors de l'usine. Usinor continue à les faire bosser sans contrat et sans feuille de paye. Les immigrés candidats pour le statut de « millionnaire » que nous avons rencontré sont formels là-dessus et leurs témoignages se re coupent avec précision. Pourtant ils perçoivent bien un salaire à peu de chose équivalent à celui qu'ils touchaient sous contrat *à* poste fixe, mais on les déplace du jour au lendemain d'un lieu de travail à un autre du bassin longovicien. Peu de choses à envier à ceux de la Chiers, anciens sidérurgistes dont la stabilité d'emploi s'est volatilisée devant la restructuration de l'aciérie devenus l'intérimaires chez Cremona (boîte de travail intérimaire liée à France Travaux Publics), qui comble les besoins conjoncturels des maîtres de forge. Ceux-là, licenciés avant la convention sociale, n'auront pas droit aux cinq millions avec la fermeture de la Chiers. Et ils expriment leur volonté de rester dans le bassin, chômeurs ou intérimaires.

Trier les bons et les mauvais

Pourquoi donc le « Grand bureau » laisse-t-il traîner les dossiers ? « Ce Zaffani (chef du personnel et maire RPR d'Herserange) profite de ce que tout le monde se sent obligé de partir, raconte un résident marocain du foyer de Vauzé à Herserange, pour faire un chantage contre nous. Il sait que ce n'est pas de gaité de cœur, très peu nombreux, qui sont rentrés au pays, et même pas s'ils ont touché leurs chèques promis ici. On n'entend plus jamais parler d'eux. Alors on est sûr de rien. On poirote parce que Zaffani prétend envoyer nos dossier siers à Nancy (la préfecture) pour d'abord obtenir le feu vert administratif pour le million d'aide au retour. D'après lui, c'est de là-bas que ça bloque. Mais nous on se demande si un seul dossier a été envoyé à la préfecture. A mon avis, Zaffani ne veut pas qu'on parte. Il a même empêché des ouvriers à l'usine de partir alors qu'il a prévenu sous forme de menace d'autres ouvreirs de son intention de traiter leur dossier en premier. Comme par hasard c'est ceux qui gueulent le plus, ceux qui ont fait le plus de trucs pendant le mouvement et je peux te dire qu'on a toujours été au premier rang, ça tout le monde l'oublie. Il y a un tri entre les bons et les mauvais ouvriers : d'abord, se débarrasser de ceux qui gueulent trop ou qui ne travaillent pas assez ; souvent absents pour maladie, ou parce qu'ils n'ont plus envie de travailler puisque de toute façon l'usine c'est fini ou presque. On traitera d'abord leur dossier. Pour les autres, le dossier restera en suspend, et s'ils acceptent de faire tout ce qu'on leur dit, le Grand Bureau arrivera sûrement à l'oublier. Jamais il ne filera les cinq millions à tout le monde. Il ne l'a jamais voulu ». En effet, Usinor bloque sous les prétextes les plus divers, l'attribution des cinq millions aux immigrés : c'est le cas par exemple pour un sidérurgiste algérien, ancien du foyer Sonacotra d'Herserange qui, depuis son mariage avec une belge, loge en Belgique tout en travaillant à Usinor... ce qui l'empêche de toucher son « dû » !

Des mesures discriminatoires

D'habitude, le million du retour est versé par l'intermédiaire d'un organisme public. Mais grâce à l'amalgame entre le million et les 50 000F, ces derniers étant un versement par l'Etat passant par l'intermédiaire de l'employeur. ce n'est plus à la préfecture que les immigrés vont déposer leur carte de séjour en échange de cette si généreuse aide financière de l'Etat, mais au Grand Bureau. Ainsi, après avoir tenté de stabiliser les travailleurs migrants en les incitant à accéder à la propriété privée (achat d'une maison individuelle par exemple) des dizaines d'années durant, cela pour briser l'importante mobilité de la force de travail immigrée lors de la belle époque de la sidérurgie de Longwy, les maîtres de forge réintroduisent le racisme comme réglement officiel par des mesures éminemment discriminatoires subtilement incluses dans ce qui semble être malgré tout, un acquis social pour les ouvriers..

TOUCHER SUR PLACE LES 50 000F

L'acceptation de cet acquis social par un millier de sidérurgistes à Longwy contribue certainement à émietter le mouvement, incite à la démerde individuelle. Mais son rejet pur et simple, par principe, risque d'entériner les mesures discriminatoires qu'il charrie en acceptant de fait dans l'indifférence le vidage hors du bassin et de France de centaines d'immigrés, exclus par Usinor. C'est un problème auquel il faudra que la CFDT-Longwy fasse front comme pour la Sonacotra ou les immigrés de la Chiers, en surmontant l'impasse du mot d'ordre syndical de rejet systématique des cinq millions. Il y a aujourd'hui un vide autour de la lutte contre la discrimination raciste que les sidérurgistes immigrés ont lancée seuls. Pourtant, leurs revendications — toucher sur place les 50 000F et, éventuellement pouvoir rester travailler dans le bassin — si elles ne sont guère compatibles avec la « bataille pour l'acier » , elles répondent par contre pleinement aux objectifs de la lutte pour la survie du bassin à laquelle se trouve associé toute la population.

Mogniss et Bernard

Photo Sedes.

LES BERTOLDIS votent leur licenciement

La veille de l'extinction des Hauts-Fourneaux de la Chiers, la Société Bertoldi a déposé son bilan mettant en péril 300 emplois. Malgré la le passif de 18 millions de francs, ses administrateurs proposent aux salariés un plan de redémarrage d'une nouvelle entreprise Bertoldi. Invités à se prononcer sur ce projet, les travailleurs immigrés ont voté massivement pour leur licenciement. Depuis une semaine, ils demandent une prime de départ de 50 000 francs.

Entreprise de bâtiment, du Génie Civil, de Travaux publics et d'extraction de carrière, pour le compte de la Sidérurgie, Bertoldi fait vivre depuis 30 ans, 300 personnes et plusieurs petites sociétés qui sous-traitent les finitions et le second œuvre. Un an après la mort de Bruno Bertoldi, les successeurs déposent le bilan et le Tribunal de Briey nomme le 2 août un syndic.

Les travailleurs, inquiets de voir l'entreprise à la dérive avaient dès décembre 78 désigné leurs représentants au Comité d'entreprise et participé au printemps à des grèves, des occupations de locaux et des barrages de routes.

Depuis le premier août, ils bloquent engins et camions. Les syndicalistes engagés dans le combat pour le maintien des emplois dans le bassin, ne comprennent pas ce qui se passe chez Bertoldi. Les inscriptions affirmant ça et là la solidarité des sidérurgistes et des Bertoldi ont été peintes semble-t-il hâtivement.

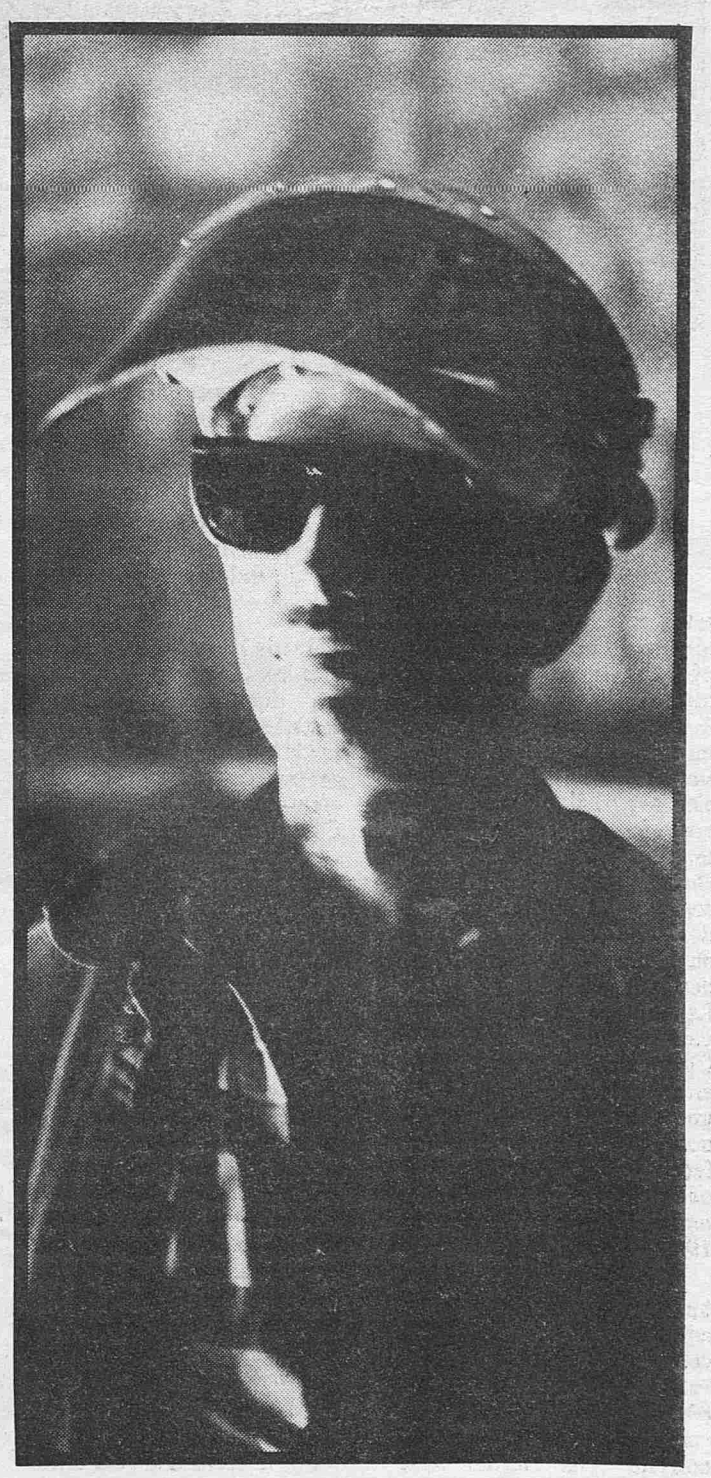
En effet, au moment de se prononcer sur le projet de restructuraton défendu par Me Levet, l'administration provisoire, les salariés présents à deux reprises expriment leur ras-le-bol et exigent leur licenciement par 169 voix contre 45.

La nouvelle société envisagée par l'administrateur, consisterait à louer à deux entreprises la Salviam et Pertuis, les équipes actuellement en place avec leur matériel jusqu'à la fin des chantiers en cours, soit pour une année. Bertoldi deviendrait ainsi une société d'Intérim ».

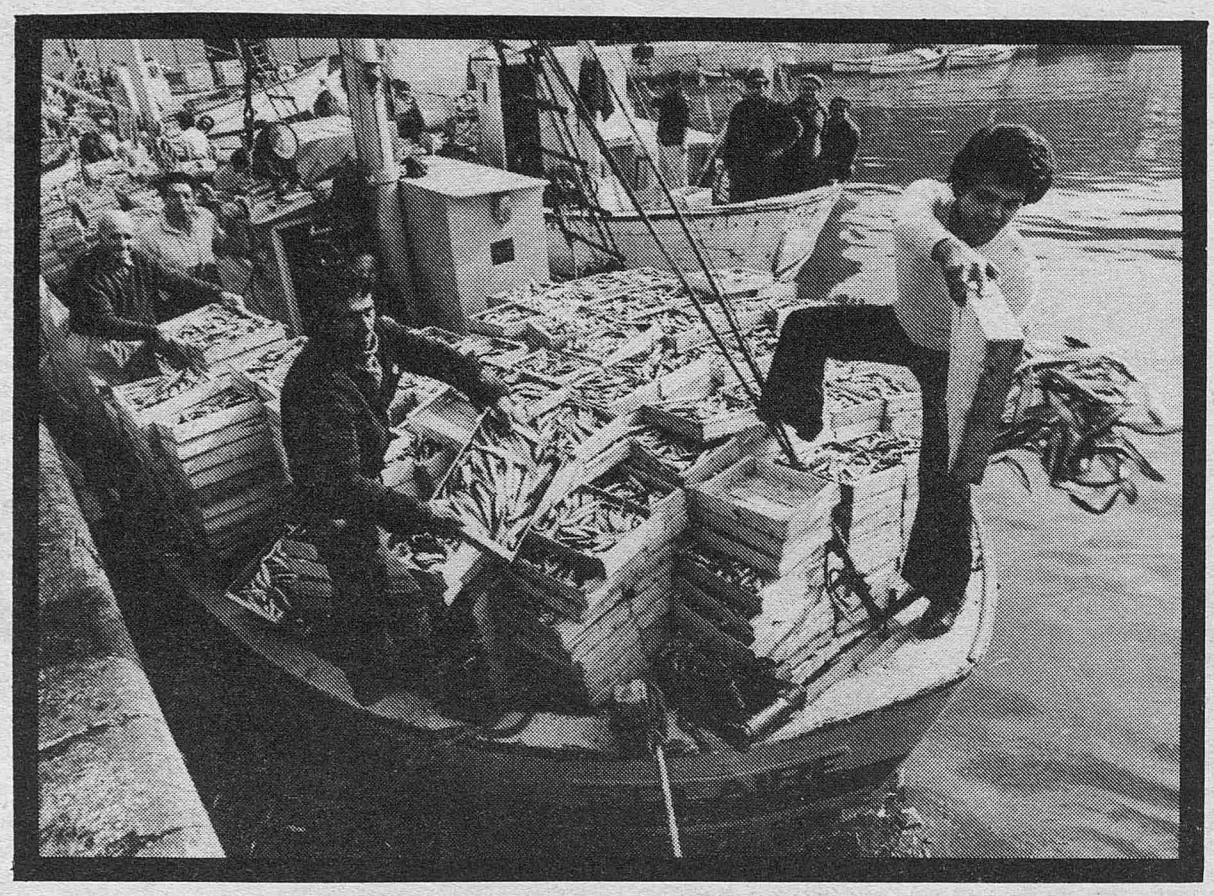
« *Autant aller proposer notre force de travail nous-mêmes, plutôt que d'être loués. Mieux vaut notre licenciement* » me confie un des plus anciens maçons de l'entreprise.

Le 22 août, cependant, une minorité de maçons apprenant que la *Salviam* se désistait, vient de décider une nouvelle occupation. La section CGT annonce à la presse que les travailleurs de Bertoldi refusent le projet *Levet* et exigent, ce qui est nouveau, le versement d'une prime de départ de 50 000F.

Revendiquant à leur tour, la prime de départ de 50 000F accordés aux sidérurgistes, les Bertoldi interpellent sévèrement les syndicalistes du bassin en campagne contre la fermeture des entreprises.



PECHEURS EN MEDITERRANEE



Pour étrange et paradoxal que cela puisse paraître au public averti sur la politique gouvernementale en matière d'immigration, les marins pêcheurs marocains et tunisiens de Marseille, en situation irrégulière depuis plusieurs années se sont vu régulariser leur situation. La préfecture des Bouches-du-Rhône leur a délivre des cartes de séjour à partir du mois de juillet 79.

De Menton à Port Vendres en passant par Marseille, sur toute la côte de la Méditerranée, les marins-pêcheurs immigrés, main d'œuvre mobile et qualifiée, constituent le gros de l'effectif sur les chalutiers lamparo. Ceux de Marseille nous racontent leur difficile existence et la surexploitation dont ils sont l'objet de la part de ces artisans qui arrivent à se maintenir, grâce à cette surexploitation dont les autorités sont les garants, aux côtés des gros bâteaux de pêche industrielle.

Les marins pêcheurs immigrés marocains, portugais, tunisiens, algériens, égyptiens, etc... sont quelque 150 répartis sur une vingtaine de chalutiers lamparo * à Marseille. Beaucoup d'entre eux logent entre deux planches dans les cales des bateaux, leurs literies moisies par l'humidité de l'hiver ressemblent à des nids de pigeons, des écailles de poissons couvrent le plancher et une forte odeur de poissons et de mazout rend l'atmosphère irrespirable. Sur le pont, des linges et des couvertures sont étendus au soleil. Derrière la cabine de commande soigneusement entretenue, une autre petite cabine sert de cuisine ; un réchaud à gaz fixé sur un plancher, des casseroles et une théière traînent dans un coin. Miloud, un jeune marocain qui me fait visiter les lieux de son travail, devenus sa maison été comme hiver, me raconte son existence de pêcheur avec résignation. *« Je suis à Marseille depuis 69, j'ai travaillé avec tous les patrons pêcheurs, j'ai fait tous les bâteaux... Ils sont tous pareils... Ici les patrons font la loi, le patron qui m'a embarqué pour la première fois sur le Rôle (livret de bord) ne m'a laissé que trois semaines sur le livret maritime. C'était en 76, durant plusieurs mois, je lui ai demandé de m'embarquer. A l'époque, il n'y avait pas de convention de réciprocité entre le Maroc et la France en matière de sécurité sociale applicable aux gens de mer. Mais le tenais à être sur le Rôle puisque je payais les cotisations comme tout le monde. En fait, c'était le patron qui se les mettait en poche. J'étais allé à l'administration maritime leur demander de me faire faire un fasicule et c'était énorme ce qu'ils me demandaient comme papiers : la carte de séjour et de travail, extrait d'acte de naissance, bulletin n° 3, certificat de vaccination contre le tétanos, certificats de travail, un contrat d'assurance que j'ai payé 600 F le trimestre, et j'ai mis trois mois à rassembler ces papiers. Quand j'ai pu me faire embarquer sur le Rôle, trois semaines plus tard, le patron est allé à la Marine pour me débarquer. Ce n'est que quelques mois plus tard que je m'en suis aperçu lorsque je suis allé à la Marine pour me faire valider un certificat de travail pour le renouvellement de ma carte de séjour ».*

Miloud n'est pas le seul à se trouver malgré lui débarqué de sur le Rôle alors qu'il continue à travailler sur le même bateau.

Malgré les multiples luttes menées par les pêcheurs ces dernières années : grèves, délégations auprès des autorités maritimes, etc... pour faire respecter leurs droits et la législation du travail, ils continuent en fait à être en situation irrégulière vis à vis des autorités maritimes. C'est peut-être avec raison que les marins pêcheurs immigrés accusent les autorités maritimes de complaisance envers les patrons pêcheurs. Ils reprochent aux gardes-pêches de ne pas contrôler la situation à bord des chalutiers car en principe la totalité de l'équipage devrait figurer sur le Rôle. Et aucun passager ne doit être à bord sans l'autorisation des autorités maritimes.

« Notre présence ici, disent-ils, *c'est la meilleure garantie pour la survie des patrons pêcheurs ».*

Joaquim, un jeune portugais, m'expliquait la semaine dernière : *« C'est un système archaïque de rétribution qui a encore cours chez les marins pêcheurs de Marseille, et qui permet aux patrons pêcheurs de ponctionner les trois quarts du produit de la pêche. Ce système consiste à diviser le produit de la pêche après prélèvement des frais de fonctionnement : fuel, huile, le fil, etc... en deux parts, 50% de la pêche pour le patron pêcheur et 50% pour les pêcheurs sur lesquels le patron en prend 3 parts en principe pour les cotisations qu'il devrait verser à la Caisse nationale de prévoyance (SS des gens de mer). Nous, les marins, avons droit à une part chacun, le patron, lui, en prend deux ; une en tant que capitaine de navire et l'autre en tant que simple marin. Ce qui fait que si on est dix bonshommes à bord, la moitié des produits de la pêche est partagée en quinze parts ».*

Si les patrons pêcheurs règnent en maître absolu sur leur équipage, il n'est pas moins vrai que eux-mêmes sont les victimes consentantes des trois marayeurs qui leur achètent le poisson. A la SOUMATY, nouveau marché aux poissons de l'Estaque où chaque matin autour de la mer, ils viennent débarquer la sardine. Les marayeurs font le tour des bateaux pour voir si la qualité est bonne, ceux dont la marchandise est un peu abîmée par la chaleur se voient récuser l'achat de leur poisson. Combien de pêcheurs se sont vu refuser leur marchandise en période d'abondance de la sardine parce qu'estimée esquintée donc non vendable. Bien plus, les marayeurs fixent le prix à l'achat et lorsque la sardine abonde, ils imposent l'heure de sortie des bateaux à la mer et fixent le taux de sardines à pêcher à trois tonnes seulement. Certains jours les chalutiers tombent sur des bandes de poissons de trente à quarante tonnes qu'ils rejettent à l'eau après avoir gardé la quantité fixée.

A écouter parler les marins pêcheurs de leurs conditions de travail et du système de rémunération, on comprend pourquoi l'administration délivre des cartes de séjour aux marins marocains et tunisiens, paraît-il, sur intervention du chef du quartier maritime de Marseille qui connaît bien l'apport de cette main d'œuvre aux patrons pêcheurs de la Méditerranée.

MAI MOUN

RECTIFICATIF

Rectificatif à l'article paru dans SF N°5, intitulé « Nous sommes nos propres libérateurs ».

1) Les 13 dernières lignes de la dernière colonne qui semblent faire partie de la note 6 sont en réalité de trop ici. Prière de les gommer purement et simplement.

2) Le bas des deux premières colonnes (sous-titre : « Pas l'ombre d'un journaliste ») semble constituer un sous-chapître à part. Il s'agit en fait de la conclusion de l'article et doit être lue après la phrase : « On ne peut que le déplorer... »

Par ailleurs, en ce qui concerne la photo d'accompagnement, je n'irai pas par quatre chemins. Cette photo ne détonne pas seulement ici, elle déconne carrément. Elle jure, quant au fond, avec le contenu et la véritable perspective de cet article, ainsi qu'avec la forme de sensibilité politique qu'il exprime et la vision du monde qui lui est sous-jacente.

On pourra m'objecter — avec juste raison — que la précarité des conditions matérielles et morales dans lesquelles a été bouclé cette édition de SF n'est pas étrangère à cet état de choses. Mais on voudra bien m'accorder que ce n'est tout de même pas une raison pour prendre d'aussi singulières libertés avec les gens et les événements. Et cela, quelque « avant-gardiste » que puisse paraître, à priori, la conception que l'on se fait de l'écriture journalistique, ou le discours idéologique que l'on peut tenir sur les rapports entre les mots et l'image.

Avec mon salut fraternel
Manjaay Penda

Photo Pierre Galochet

DOMINIQUE ... MON AMOUR!

95 morts, 60 000 personnes sans abris, Roseau la capitale entièrement détruite, ainsi que Portsmouth, Grand Bay, Mahaut, Massacre Marigot. La Dominique n'est plus que l'ombre d'elle-même. Il y a juste un mois, j'étais à Roseau, Vivian, Ron, Sandra et tous ceux que j'ai vus là-bas étaient fiers de me montrer leur pays, les coopératives, les communautés rasta. Desmond Trotter venait juste d'être libéré. Vivian, ingénieur des travaux publics, rasta, noir et fier de l'être m'expliquait : « *Nous ne voulons pas d'un développement, comme à la Martinique, et aux Bahamas, Porto Rico et tout ça. Nous voulons encore suivre notre propre rythme. Les politiciens sont tous corrompus. Moi je crois que pour faire de la politique, il faut d'abord aimer les gens, les comprendre, les respecter* ». Aujourd'hui me reviennent pêle-mêle, les paroles des uns et des autres et leurs espoirs, pour les élections prochaines, leur tentative de construire une nouvelle Dominique. J'aurais aimé parler de ce sentiment national si fort dans la jeunesse dominicaine, du refus de se laisser aliéner par la société de consommation occidentale. Parler de cette Dominique, l'île où se réfugiaient, il y a un siècle les nègres marrons de cette île, où les traces de l'Afrique sont présentes dans la manière d'être, de vivre, de manger. De cette île où je me sentais comme chez moi, au Cameroun. Je voudrais plutôt hurler, même les calamités naturelles sont profondément injustes ! Trois feuillets pour dire tout mon amour pour la Dominique, les mots n'ont plus de sens. Un camarade de *Sans Frontière*, Amar est venu à mon secours, je lui livre en désordre ce qui me semble important à dire.

Amar : Maria tu reviens de la Dominique qui vient d'être frappée de plein fouet par le cyclone David. Quelle peut être l'incidence de ce cataclisme sur l'état actuel de la Dominique ainsi que son devenir ?

Maria : Tout le monde doit avoir à l'esprit que cette petite île, coincée entre la Guadeloupe au Nord et la Martinique au sud, est une ex-colonie britannique qui accéda à l'indépendance, il y a huit mois à peine (novembre 78). Le passif colonial est très dur. C'est un pays sans aucune infrastructure économique, vivant exclusivement de l'unique richesse nationale qu'est la banane.

L'histoire toute récente de la Dominique, c'est l'histoire de son combat acharné pour sortir de l'état d'extrême pauvreté qui lui a été légué.

Comme pour toute indépendance octroyée, les Britanniques avaient installé au pouvoir un parti de type néo-colonial, le Labor Party, avec à sa tête Patrick Jones, qui a pris la destinée du pays en main en tant que Premier ministre. D'autre part, un très fort populaire se développait, élargissant son incise à travers de multiples grèves, manifestations, meetings. Derrière l'alternative que représentait la formation d'un gouvernement de salut public, s'étaient regroupés , en un front unique, l'ensemble des partis progressistes, dont les composantes essentielles sont le DLM (Dominica Liberation Mouvement), le PDP (People Democratic Party), le PIC (Popular Independance comity). Le Labor Party ayant présenté comme modèle de développement les îles voisines, les Bahamas, de Porto Rico et de la Martinique, Sir Patrick Jones offrit pour l'invraisemblable somme de 500F (Loyer annuel) la moitié de l'île au financier américain Donald Pearson, qui projetait d'y installer une zone franche, type de Hong Kong (affaire révélée par le Daily Nation de la Barbade).

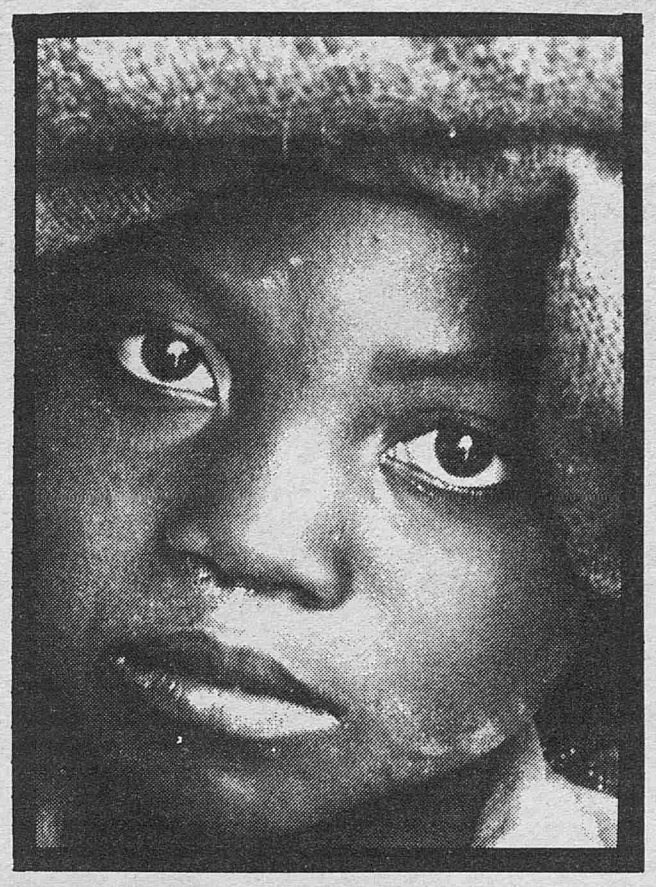


Photo P. Frilet

Amar : Le mouvement déboucha-t-il sur l'alternative politique ?

Maria : Finalement, l'ampleur des mouvements populaires conduit le pouvoir établit à transiger avec l'opposition, qui eut finalement gain de cause avec la démission du gouvernement Jones et la nomination à des postes clés de Brian Haley (PIC) et Marc Martin (PDP).

Amar : Ce mouvement fut-il l'expression spontané du mécontentement des masses ou prend-il racine dans une forme de contestation plus ancienne ?

Maria : La résistance au colonialisme a pris des formes diverses en Dominique, le mouvement actuel puise l'essentiel de sa fermentation idéologique dans un autre mouvement plus ancien le Black Power Movement, mouvement de jeunesse fondé en 1974 qui d'emblée hissa sur l'échiquier politique des slogans tels que « Notre terre nous appartient », tout en menant des formes nouvelles de résistance à la pénétration occidentale. Je ne veux citer pour exemple que le refus de consommer de la viande (totalement importée).

Amar : Peux-tu préciser ce qu'est cette assise populaire et les premiers résultats du mouvement ?

Maria : Cette assise populaire est le fait essentiel de la paysannerie dont le combat pour rester à la terre est traditionnel (la Dominique est la seule île de la région où l'exode rural est en régréssion). Les premiers résultats furent donc, après l'occupation des plantations la mise en place de comités de gestion et leur généralisation, (comités villageois, comités de quartier qui prirent en charge la lutte pour le développement), des coopératives furent créées ainsi qu'une usine de transformation des pamplemousses auparavant transformés aux Etats-Unis. Des mesures furent aussi prises pour l'amélioration de l'infrastructure sanitaire (eau, électricité).

Amar : Peux-tu nous exposer pourquoi l'appel à la solidarité internationale se doit de recevoir l'écho de le plus large possible ?

Maria : Il y va de la survie même de ce peuple, il y va de la sauvegarde de cette amorce de prise en charge par les Dominicains de leur devenir politique et économique. Après le passage du cyclone, à Dominique il s'agit bien d'un redémarrage à zéro et cette sauvegarde ne peut passer que par la réponse qui sera donnée à l'urgence de la situation.

Sortir Dominique de la ruine.

EXPULSION A L'EMBARQUEMENT

27 juillet 1979, 13 heures, au départ de Marseille, à bord du bateau « El Djazaïr », on aperçoit au bout d'une haie de CRS la tête d'un immigré, embarqué de force par pas moins de onze policiers.

Alertés par des gémissements provenant de la cabine 317, « spécialement aménagée » (porte fermée à clé sur une petite pièce sans fenêtre et sans lumière avec un petit volet pour surveiller le prisonnier) nous parvenons à apercevoir le détenu recroquevillé sous le lavabo.

Nous demandons au commissaire de bien vouloir déserrer les menottes du détenu, il nous répond, d'un air ironique avoir l'habitude des « mises en scène des expulsés, détenus de la 317 ». Le Commandant, seul membre français de l'équipage ; « *Les autorités françaises nous l'ont donné pour le remettre aux autorités algériennes, nous le feront quoiqu'il arrive et même s'il doit en crever...* »

Pendant ce temps la nouvelle s'est rapidement propagée sur le bateau, d'autres Algériens également refoulés ou expulsés se sont connaître. Il y a à bord deux expulsés, neuf refoulés de France, six Algériens refoulés de Palma par les autorités espagnoles. Ils circulent librement sur le bateau, mais le Commandant détient leur passeport et à l'arrivée, ils seront tous rassemblés et débarqués les premiers. Les lendemain après-midi, grâce en partie, à notre intervention, nous retrouvons sur le pont le camarade expulsé.

Il s'appelle Arezki Laïche, il habitait à Marseille, 58 avenue Robert Schumann (2ème), avec sa femme Nassera Melouhah. Suite à un contrôle d'identité dans un bar, fin novembre 78, il est embarqué à l'Evêché, où il tente de discuter avec les policiers de Marseille, ce qui lui vaudra insultes, coups de matraques et de pieds. Le Les policiers refusent l'hospitalisation du blessé demandée par le médecin de l'hôpital de « La Conception » ; il ne recevra d'autres soins que ceux de l'infirmerie de la prison des Baumettes. Il se retrouve condamné à dix mois de prison pour « outrage à agents et rébellion » et toute demande de mise en liberté provisoire et de droit de visite pour sa femme, formulée par ses avocats Me Philippe Leoncel et Me Danielle Seccari, lui seront refusés.

On lui fait signer, selon une pratique devenue habituelle, son expulsion en prison, sans l'informer d'une possibilité éventuelle de demander à être entendu par la Commission d'Expulsion, et il se retrouve le matin du 27 juillet emmené à destination du port. Il demande à pouvoir rencontrer avant son départ, sa femme et son fils âgé de trois ans, ce qui lui vaut de nouveaux coups et insultes. Il ajoute qu'on l'a traîné, menottes aux pieds et aux mains sur un chariot à bagages jusqu'au bateau et qu'on l'a jeté par terre dans une cabine.

Certes, nous ne pouvions pas rester indifférents, sur le strict plan humain, à la souffrance et à l'humiliation d'un homme. Mais nous mesurons davantage aussi le pouvoir d'une lutte contre l'indifférence et tous les préjugés que masquent cette indifférence, le pouvoir d'une mobilisation contre l'injustice, même si elle ne fait appel, au départ, qu'à des sentiments humains.

Grâce à quoi à l'arrivée à Alger, le détenu a évité pas mal d'ennui et peut-être aussi quelques mois de prison ; les autorités algériennes, après information sur l'authenticité de ses affirmations, l'ont finalement libéré après une nuit au port avec promesses de faire tout ce qu'elles pourraient, pour que sa femme, fille de harkis, puisse le rejoindre avec leur fils à Alger.

Nous avons relaté cet événement parce qu'il est rare de pouvoir assister à une expulsion, côté bateau. Il faudrait absolument que ces faits soient connus d'un public aussi large que possible, aussi bien en France qu'en Algérie. Il faut aussi tout entreprendre pour qu'Arezki Laïche puisse revenir en France et retrouver sa dignité.

Fait à Zéralda,
le 30 juillet 1979.
Extrait du témoignage
d'Odile Favra

OUVERTURE DU THEATRE NOIR

A l'instigation de Benjamin Julles Rosettes et du *« Théâtre noir »*, un centre culturel afro-antillais va ouvrir ses portes à Paris au début du mois d'octobre.

B.J. Rosette n'est certes pas un nouveau venu dans l'univers du théâtre. Certains ont pu le voir, d'ailleurs, tenant un rôle essentiel dans le film antillais *O Madiana*, au Carré Thorigny lors du festival des Peuples au Présent où il avait monté *Feux de Brousse*, à Avignon aussi où il présentait *Le Zoulou*.

« Cette entreprise, me dit B. Rosette, *s'inscrit dans la quête d'identité permanente du peuple antillais. C'est en effet, avec les « Cahiers d'un retour au pays natal », d'Aimée Césaire et l'« Aventure ambigüe » de Sheich Amidou Kan que je suis né véritablement à la culture. Il me fallait désormais désapprendre Molière et consors, briser l'aliénation que représente la dépossession de notre propre histoire. Ce n'est pas un hasard si je fis mes premiers pas au théâtre en montant Toussaint Louverture puisqu'il représentait à nos yeux la première expression politique autonome des Caraïbes ».*

Le public ? *« Bien sûr, ce lieu d'expression s'adresse avant tout au public africain et antillais. Je sais, comme artiste noir, la difficulté de trouver une tribune d'expression qui nous soit propre, mais ce n'est certainement pas un ghetto culturel que nous voulons créer. Ce lieu est un lieu d'affirmation avant tout, pas d'enfermement. Nous nous adressons donc aussi au public occidental qui veut échapper au filtre déformant des cultures exotisées, pour accéder à ce que nous sommes ».*

B.J. Rosette présentera, à l'ouverture de ce lieu, une pièce intitulée *« Gouverneur de la Rosée »*, de l'auteur haïtien Jacques Roumain. C'est un spectacle monté autour de la quête de l'eau, inspiré du drame vécu par le Sahel. Mais cette eau n'est-elle pas aussi un symbole ? N'est-ce pas sa quête que poursuit la mosaïque mutilée des cultures de combat africaines ? Le Théâtre noir dont vous trouverez la programmation dans l'agenda de Sans Frontière, propose aussi de nombreux ateliers. (Danse africaine, percussions...) ainsi qu'un cours d'art dramatique.

AMAR II

Théâtre Noir, 23 rue des Cendriers, 75020 Paris.

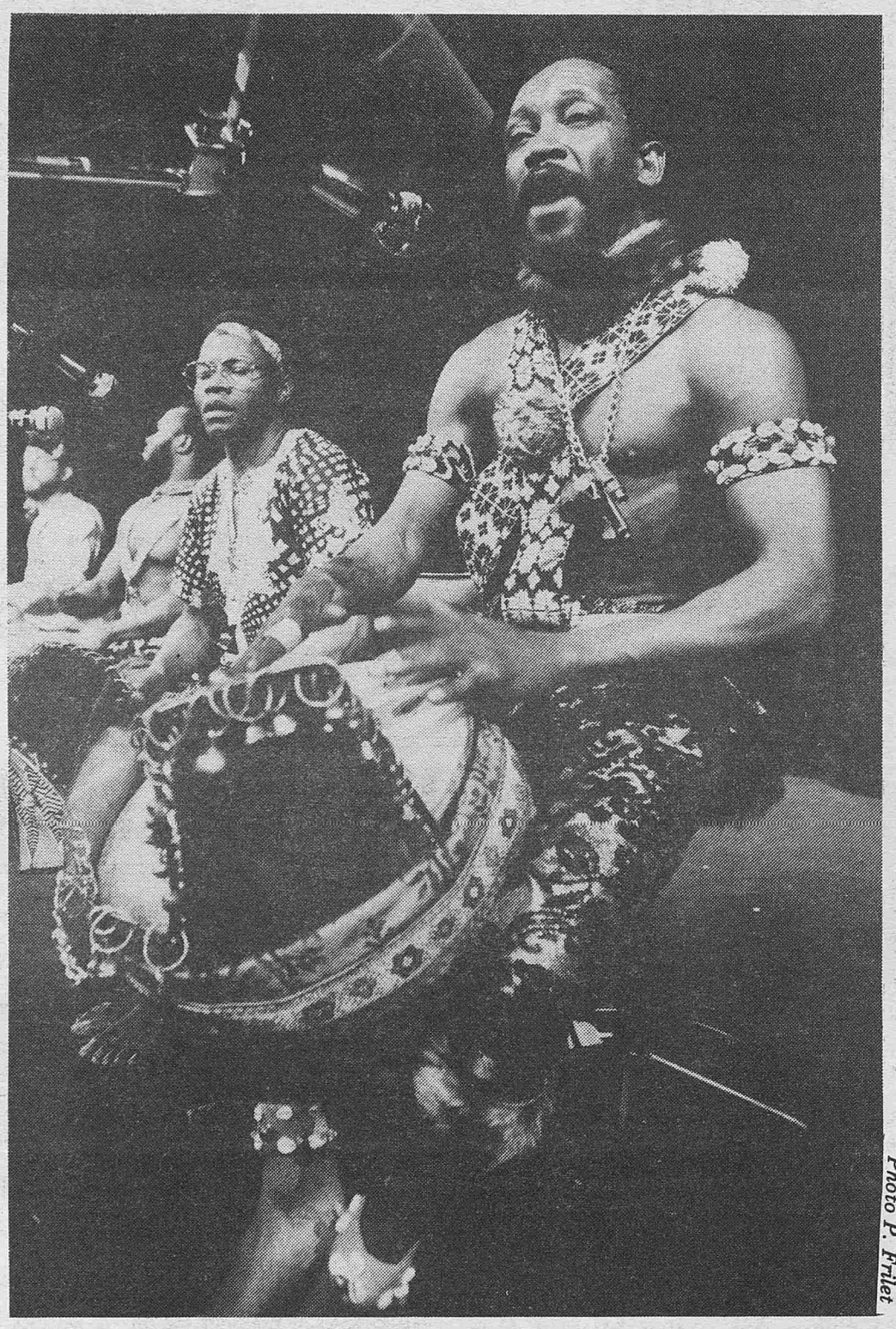


Photo P. Frilet

DROGUE

Plus de cent morts par overdose en 1978, 109 exactement, chiffre officiel. De 30 000 à 40 000 toxicomanes en France ; La consommation de drogue dure est en nette progression. Elle n'est plus l'apanage d'une catégorie ou d'un cercle limité, elle brasse les catégories sociales.

BELLEVILLE, QUARTIER DE DEAL

Un rapide coup d'œil dans les rues de Belleville, donne une idée du phénomène. Là, dealers, indics, et drogués se cotoient. Les policiers ne sont pas loin. Les dealers jouent là-dessus pour fourguer n'importe quoi. Le « drogué », la peur aux tripes, le manque au rein, cherchant son fix à cent francs ne peut faire le difficile. Les policiers supervisent et attendent l'occasion. Absent de la rue, le gros vendeur est chez lui, dealant par téléphone, laissant la rue aux petits revendeurs, eux-même toxico, prenant de gros risque pour satisfaire leurs besoins propres en héroïne.

POURQUOI SE DOPE-T-ON ?

Mon interlocuteur me regarde comme s'il n'avait pas compris ma question, ou qu'il la trouve hors propos. Question stupide, ajoutai-je, *« je ne sais pas*, finit-il par me répondre, *pour moi, je veux bien un fix le matin quand je me réveille, ça m'évite les états de manque, oui je crois que je me dope pour ne pas être en manque et pouvoir faire autre chose. Le pied et le reste, c'est fini maintenant ; peut-être au début, j'étais plus ouvert vers les autres mais après je m'intéressais de moins en moins et la drogue s'installait en moi, et occupe tout le terrain, quand j'en ai, j'en prends et j'attends d'en reprendre. Quand je n'en ai pas, j'attends d'en avoir ».*

« Attendre, voilà une des choses importantes de la drogue. Un héroïnomane passe pas mal de temps à attendre, la dope, le delaer, qui attend un coup de fil pour avoir la dope, elle circule beaucoup avant d'aboutir dans la cueillère du consommateur. L'héro circule beaucoup et passe par pas mal d'intermédiaires, elle est coupée à chaque fois avec d'autres produits ».

« Belleville, c'est pour les jobards et les pressés, en général, c'est de l'arnaque avec les flics qui rodent autour , c'est flippant. Mieux vaut se débrouiller autrement ».

« Arrêter, je crois que tout héroïnomane ne pense qu'à ça. Le tout c'est de pouvoir remplacer la poudre par autre chose. Ce qui n'est pas toujours facile. Moi j'ai fait deux cures dans un centre, mais j'ai rechuté, je ne désespère pas ».

AVENTURE PARTICULIERE

Dans une société uniforme, où toute originalité est marginalisée, où tout ce qui ne répond pas aux valeurs établies fait peur, où tout ce qui est inadapté pour une raison ou pour une autre est rejeté... exclu. Pour certains l'héroïne solution de facilité peut-être » répond à une fuite en avant pour éviter une réalité qu'ils refusent. L'héroïne devient une contre-culture en marche. Il s'agit d'une forme de vie qui refuse toutes les valeurs établies où le fait de prendre de la drogue engendre le sentiment d'appartenir à un groupe ayant les mêmes préoccupations. Mais la toxicomanie transforme le vécu du groupe en vécu individuel. Le toxico en face de lui-même, avec ses états d'angoisse et de désespoir, le groupe ne peut intervenir, seul l'héroïne peut soulager. Une forme de vie solitaire prend place, excluant tout ce qui ne touche pas à l'héroïne, au prix de sa santé, parfois de sa vie, le toxico vit une aventure particulière où l'auto-destruction est un facteur dominant.

JEMMA

GUIDE PRATIQUE: Rentrée des classes

La rentrée scolaire s'annonce proche, et avec elle, toutes sortes de petits problèmes qui peuvent surgir durant l'année et dont certains peuvent être évités si l'on est suffisamment informé. Ci-dessous quelques indications recueillies çà et là dans les établissements, les circulaires, etc...

CLASSES DE REDOUBLANTS

— Tous les élèves de classes terminale admis en redoublement en cas d'échec au bac, et ne pouvant être intégrés dans leur établissement d'origine, doivent s'adresser au proviseur qui est tenu de les aider à trouver une place dans un autre établissement. A cet effet, une circulaire leur a été adressée le leur stipulant. De plus, un service fonctionne à l'Education nationale pour pouvoir aider les élèves en ce sens. Il s'avèrerait que pour résorber le chômage des jeunes sortis sans diplômes, des *« classes spéciales de redoublants »* devraient être créées dans différents établissements, pour l'année scolaire 1979-80, et leur permettre ainsi de repasser leurs examens. Pourtant lorsque l'on s'adresse au *« service compétent »*, celui-ci fait silence et renseigne seulement sur les différents lycées qu'offre le secteur géographique de l'élève.

COURS DE LANGUE MATERNELLE

— Des textes existent au sein de l'Education nationale pour ouvrir au sein des établissement scolaires des cours de langues maternelles (arabe, espagnol, portugais, turc, etc...) si un minimum de 10 élèves en font la demande : connaissant la lenteur administrative, il faut mieux la faire dès la rentrée pour permettre au proviseur de demander un prof au Rectorat... En effet, quelquefois, il est envoyé un an après. Aussi, est-il préférable d'écrire au proviseur et aux autorités concernées: le Rectorat. Il faut savoir que même si certains de ces cours s'exercent dans le tiers temps pédagogique, il est possible de les choisir pour passer les différents examens. Pour ceux qui le parlent, le kabyle peut être chisi en option, mais pas comme première langue vivante.

— Pour ceux qui ont déposé des dossiers pour suivre des cours d'enseignement supérieur en vue de préparer un BTS dans les lycées techniques, la commission de coordination va se réunir en septembre et permettre ainsi de connaître les places restant disponibles dues à des désistements, échec au bac, etc... Donc si vous avez déjà essuyé un refus fin juin-début juillet, tentez de nouveau votre chance en septembre.

— *Conseil de classe :* il est impossible de changer l'avis du conseil de classe à moins de réussir à le faire se réunir de nouveau. Cependant, en fin d'année scolaire, un recours est possible si l'avis de celui-ci ne vous convient pas (ex : changement d'orientation, redoub blement, etc...). Il vous suffit de faire *« appel »* avec une demande écrite qui vous permettra de passer un examen pour tester vos aptitudes et confirmer ou infirmer l'avis du Conseil de classe.

ANTHEA

POUR UNE POIGNEE DE SOJA

Du mélodrame miteux au film d'action bidon, tels sont les films programmés dans des salles largement fréquentées par des immigrés. Pour les immigrés sous-prolétaires, on propose du sous-cinéma, qui n'a rien à voir avec l'art mais qui est plutôt de l'art industriel puisque du western italien au karaté chinois, ils sont fabriqués en série.

Les appelations « western-soja » et « western-spaghetti » ont quelque chose en commun : ne rien avoir à voir avec le western traditionnel.

Correspondant au même genre, ce sont les sous-produits du cinéma extrême-oriental, films-sabres d'Arika-Kurosawa. Même si les lois du marché nous ont fait parvenir les western-spaghetti avant les sojas, ces derniers, au contraire ont inspiré les premiers. Hollywood a été la première à s'inspirer des films de Kurosawa en adaptant les « sept Samouraïs » qui devient les « Sept mercenaires » de John Strudges. Mais, vu le sujet et la difficulté de transposition, dans la légende de l'Ouest, on plaça l'action au Mexique. Le film gagna en cohérence et en crédibilité.

Arriva ensuite Sergio Leone et son film *« Pour une poignée de dollars »*. Pour faire « western », il se choisit un nom américain et Clint Eastwood — acteura américain de second plan — ainsi que des décors de l'Ouest, sans oublier le côté mexicain (la réussite des 7 *Mercenaires* oblige !).

Mais si on regarde du côté de l'intrigue, on s'aperçoit que le film n'est qu'une copie conforme d'un autre Kurosaxa : *»°yojumbo »*. L'histoire d'un Samouraï légendaire, solidaire et mystérieux, bref tous les caractères du héros (Clint Eastwood), Sergio Leone, s'en servira de modèle pour les traits de caractères des héros de ses autres films. L'apport du western traditionnel au film de Sergio Leone est minime ; ses personnages évoluent avec lenteur, appuyés en cela pas la mise en scène, ce qui leur donne un côté mystérieux qui n'a rien à voir avec l'air franc et volontaire du cow-boy traditionnel, qui semble toujours chercher, avec son regard clair l'horizon lointain d'un ouest quine connaît pas ses frontières. L'horizon des personnages de Leone semble limité, le regard dissimulé par le chapeau, leur présence dans l'Ouest paraît accidentelle . Ils le façonnent à leur mode de vie au lieu d'être façonnés par eux, ils ne s'attachent ni aux traditions, ni à la terre leur comportement est dicté par des raisons individuelles, plutôt que par l'environnement. Ils débarquent dans l'Ouest (le spectateur assiste à leur arrivée) pour une vengeance ou un buttin, ou une quelqu'autre besogne, peu importe, puisque ceci fait, ils repartent ne cherchant à s'y établir. Les personnages de Sergio Leone s'inspirent plus du Samoiroï Toshiro Mifume que du cow-boy John Wayne, quand à la référence au cinéma italien elle est plutôt inexistante ; ni la comedia dell'Arte, ni le western n'y ont gagné grand chose.

Sergio Leone, lui, gagna plusieurs poignées de dollars, le genre plut, et il n'y a pas de quoi s'en plaindre puisqu'èil se laisse voir sans ennui. Mais, inévitablement, comme les films « *Quo Vadis* » et « *Spartacus* » seront suivis par les « *Macistes contre Hercule* » et autre niaiseries, les films de Leone donnèrent naissance à tous les Django, Ringo, et autre Sabatta.

A cette même époque les frères Shaw à Hong-Kong produisent des films de karatés à la chaîne à la chaîne pour le marché asiatique. Et ils n'arrivèrent que plus tard sur le marché occidental, après que le western-spaghetti leur ait préparé le terrain. *« Est-ce pour remercier les Italiens que Bruce Lee ira tourner sa* « Fureur de vivre » *en Italie ? »*

Jemma

AGENDA

Fête à Longwy

Une grande fête est prévue pour les 15 et 16 septembre au Mont Saint Martin. Organisée par le Comité de résidents avec le concours de la CFDT-Longwy et des associations culturelles du bassin elle réunira des troupes de théâtre, (Nedjma, Lezards, Week-end à Nanterre, Mohamed Travolta... sous réserve). On y évoquera la situation des foyers en lutte et le problème des loyers en général, ainsi que la situation des immigrés dans le bassin avec les radios libres, en direct.

Pour tous renseignements ou si vous désirez participer à cette fête, téléphonez au journal : 606 15 68. Un car est envisagé à partir de Paris.

Septembre, c'est la rentrée, dit-on (musique et théâtre). Pour l'écrasante majorité des artistes immigrés, la rentrée ne correspond pas toujours à celle du calendrier civil. Après plusieurs coups de téléphone aux artistes et aux propriétaires de salles susceptibles de les produire, force est de constater qu'à l'affiche parisienne, en ce triste mois de septembre, la culture immigrée brille par son absence ! D'où l'urgence d'une salle, deux, trois, plusieurs salles pour la culture immigrée.

L'initiative du « *Théâtre noir* » nous donne un premier grand espoir. Il ouvre ses portes en octobre mais nous nous livrons en avant première son programme d'octobre.

Du 9 au 12 octobre : **Voltage 8**, chants et percussions antillais.

Du 13 au 18 octobre : **Francis Bebey**, guitare africaine.

Du 19 au 31 octobre : **Marcel Magnat**, chants et percussions antillais.

Du 9 au 31 octobre : **Josy Mass**, chants guyanais et antillais.

Avant octobre, on peut toujours aller voir **Djamel Allam** du 5 au 18 septembre à 20 h 30 à la Chapelle des Lombards, métro Châtelet.

Ceux qui sont intimidés par ce nouveau « haut lieu » très parisien de la musique immigrée, pourraient suivre avec intérêt quelques émissions nous concernant à la radio (France culture).

Lundi 3 septembre à 20 h « Coucou la fourmi », fable laotienne de Maniphan Bounphen, dramatique interprétée et réalisée par de jeunes réfugiés du sud-est asiatique.

Du mardi 4 septembre au jeudi 6 septembre à 11 h, initiation à la musique tunisienne.

Aix en Provence.

Musique : Los Caïmanes (groupe espagnol), le 22 septembre à 20 h 30, MJC Belgarde, boulevard Aristi de Briand.

Marseille. Cinéma.

9 septembre à 15 h : Chronique des années de braise de Lakdar Hamina. A la maison de l'Etranger, 8 rue Antoine Zattara, Marseille. Participation : 5 F.

Paris.

Animation culturelle et Information des immigrés yougoslabes. L'Union des clubs, sociétés et associations des citoyens yougoslaves en résidence en France organise ou apporte son soutien à de nombreuses activités culturelles et sociales : spectacles, loisirs, sports, information des associations et des immigrés sur les problèmes sociaux (emploi, santé, formation et scolarisation). S'adresser à l'Union, 6 rue Max Dormoy, 75018 Paris. Tél 202 49 61.

Jeudi 13 septembre, 9H07, débat sur l'excision, avec des femmes ivoiriennes, maliennes, sénégalaises, et camerounaises. Bien sûr, il y aura quelques ethnologues et consorts pour ergoter sur l'absence de clitoris ou non des femmes noires !

Nous rappelons à tous nos lecteurs que France Culture diffuse deux fois par semaine (mercredi et jeudi de 6H20 à 6H30) dix minutes d'informations sur les droits des travailleurs en nos langues.

Dimanche 29 septembre, 21H30, Guy Conquette, chanteur « Guoka » à la Chapelle des Lombards.

Nouvelles publications

La Querelle-Revanche, présente un dossier sur la « nuit », à Dunkerque, dans son numéro 2 / 3 de l'été. Pour l'obtenir vous pouvez écrire à la Querelle, 75 Digue de Mer, 59240 Dunkerque, ou aller à la Librairie Rumeurs, 49 rue de Soubise, 59140 Dunkerque. La lecture du sommaire est un voyage. Parle-moi de ta nuit / Je suis de nuit / Usinor-Brume / Si la nuit existait / Tranxène and Co / La nuit ou l'Alfred de l'amnésie /Velours et macadam / Marin à Dunkerque / Tais-toi ou je te dissous (section CFDT d'Usinor).

Les Cahiers de la Réunion et de l'Océan Indien réapparaissent après deux ans d'interruption. Cette revue trimestrielle était attendue. Le premier numéro de sa nouvelle série témoigne d'un souci moins élitiste. La nouvelle présentation est plus commerciale. La publicité y apparaît abondamment. Pourtant les rédacteurs entendent bien garder leur ton de critique. Ils rappellent que l'objectivité est une hypocrisie et qu'ils sont engagés. Pour se procurer les *« Cahiers de la Réunion » :* librairie l'Harmattant, rue des 4 vents à Paris (métro Odéon) ou librairie de la Goutte d'Or, 35 rue Stephenson, 75018 Paris.

CULTURE ECLATEE

IDENTITE RETROUVEE

Photo SEDES

Les premiers immigrés ont subi l'exil, les brutalités policières, l'exploitation économique et les vexations administratives dans une résignation d'autant plus grande qu'ils étaient pour la plupart des analphabètes. Les immigrés de la deuxième génération refusent « la plus haute des solitudes » et se disent qu'il est temps de relever la tête. Nos misères dispersées aux quatre coins de l'hexagone n'ont de sens que si elles s'unissent autour d'un impératif vital : résister et imposer la légitimité de nos comportements et de nos désirs. Notre résistance est ancrée dans un triple refus / refus de l'assimilztion pure et simple, refus de la marginalisation, refus du départ forcé. S'assimiler c'est nier sa culture, son passé, son identité. De toute façon, il se trouvera toujours quelqu'un pour vous rappeler vos origines, les enfants perdus des harkis en font quotidiennement la douloureuse expérience. On ne change pas la couleur de sa peau par décret. L'assimilation qui conduit l'immigré à adopter les attitudes et les pensées de la société civile dominante ne débouche finalement que sur une intégration ratée et une nouvelle aliénation. La marginalisation — voulue ou subie — n'est pas une réponse. Vivre dans un ghetto n'a jamais été bon. Il faut en finir avec cette condition de serf soumis dans laquelle l'immigré est cantonné. En finir avec cette logique de la dépossession de soi qui ne peut aboutir qu'au non-être, forme symbolique de la mort.

Dire non aux hommes qui font la loi lorsque cette dernière est injuste est un acte de légitime défense. La morale du refus a toujours été le propre des femmes et des hommes opprimés. Le refus du départ forcé, de l'expulsion arbitraire est une position de principe à laquelle il faut nous tenir. Il en va de notre dignité : l'immigré n'est pas une marchandise importable et exportable au gré des marées économiques. En attendant un statut juridique autonome dont les modalités restent à définir, l'immigré africain, arabe ou asiatique doit s'imprégner de cette vérité première : il est en France chez lui. C'est un droit naturel qui, en dernière instance, n'a pas besoin d'être justifié. Quant à l'immigré qui désire retourner dans son pays d'origine, il doit pouvoir le faire librement et volontairement. La connaissance de la langue maternelle, une réelle formation professionnelle et la garantie des droits acquis en France — conditions minimales du libre retour — doivent rendre ce choix possible et permettre une réinsertion sociale supportable dans le milieu d'origine.

Il est temps de maîtriser notre destin, de tracer la voie de notre devenir. Aucun ukase, aucune lettre de cachet, aucun décret ne peut nous l'interdire. L'immigré doit apprendre à construire ses propres espaces de liberté, ses propres valeurs. Ce combat, nous ne voulons pas le mener seuls.

A nos alliés dans la Cité, à nos amis français nous demandons de substituer l'ordre du sentiment à la vision théorique de l'immigré et de partager notre pain noir. Signer des pétitions, manifester dans la rue, clamer des professions de foi anti-raciste n'est pas suffisant, il faut pour reprendre la belle formule de Mariella Righini, écouter notre différence. Nous leur demandons de venir à notre rencontre, de surmonter la peur millénariste et irrationnelle de l'Autre, cette peur qu'on appelle racisme.

Pour que l'exil ne soit plus une fracture de l'âme, une blessure de l'être mais au contraire l'apprentissage d'une vie nouvelle, l'affirmation d'une identité retrouvée, inventons notre propre culture.

Ce qu'il y a d'essentiel et d'universel dans l'héritage de nos aïeux doit être sauvegardé et mêlé à nos expériences vécues. Chaque brive du passé sorti de l'ombre, chaque mot de la langue sauvé de l'oubli est à la fois une renaissance et une promesse. Le vieil immigré sourit, il n'a pas tout perdu. « *Les nuages s'amoncellent au-dessus de nos têtes* , dit-il d'une voix lointaine, *ce n'est pas forcément signe d'orage. Même une terre de désespérance peut féconder un arbre* ».

MOHAMED

Oui. Nous avons l'ambition de nous financer nous-mêmes.

Les premiers souscripteurs sont des immigrés et des amis français. Des collectes ont été faites un peu partout, dans les cités, les foyers. Ce journal n'est la propriété de personne, n'est à aucune organisation !

Nous n'avons personne derrière nous. Toutes les personnes qui se sentent concernées par le projet pourraient nous rejoindre.

Nous sommes tous à ce jour des bénévoles.

Votre participation active est nécessaire à tous les niveaux.

Encore un effort dans les souscriptions !

Nous avons beaucoup d'espoir, et ne serait-ce que pour ne pas décevoir ceux qui nous ont déjà fait confiance, nous ferons tout pour réaliser « SANS FRONTIERE ».

ABONNEMENT «SANS FRONTIERE»

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE 35 RUE STEPHENSON PARIS 75 018

6 MOIS: 80 F. 12 MOIS 160 F.

Abonnement de soutien à partir de 250 F.

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

PROFESSION (facultative):

Objectif 2 000 abonnements!